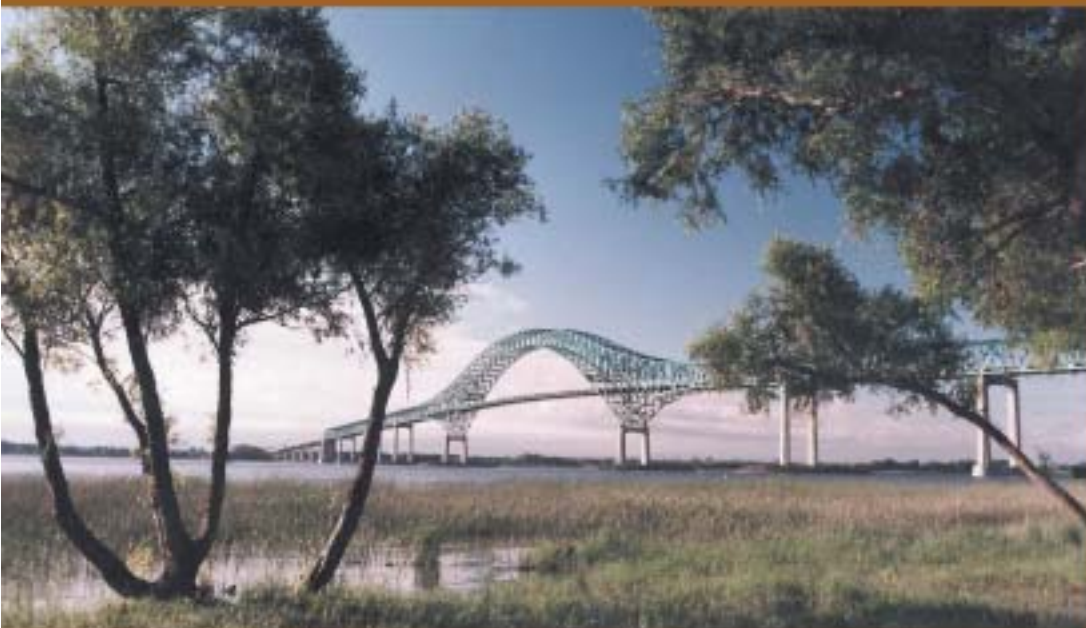


DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Bulletin d'information
sur le développement social
Volume 4, numéro 2 • NOVEMBRE 2003



LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL DANS LES
RÉGIONS DE LA
MAURICIE ET DU
CENTRE-DU-QUÉBEC

ENTREVUE AVEC CLAUDE BÉCHARD,
MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ
SOCIALE ET DE LA FAMILLE



ENTREVUE AVEC
CAROLE THÉBERGE,
MINISTRE DÉLÉGUÉE
À LA FAMILLE



BDS : d'un numéro consistant... à un autre numéro consistant

L'édition du bulletin de juin dernier présentait aux lecteurs un «numéro double» sur le développement social à Montréal. Le nombre d'organismes concernés et d'intervenants impliqués justifiait amplement qu'on consacre un bon nombre de pages à la région.

Cela a probablement inspiré nos amis de la Mauricie et du Centre-du-Québec, car ils nous présentent, à leur tour, un dossier fort imposant sur les dynamiques de développement social présentes dans leurs milieux. Près d'une vingtaine de textes le constituent, donnant la parole à de nombreuses personnes, élues, représentantes d'organismes communautaires, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux, des Conseils régionaux de développement, des comités locaux et régionaux de développement social ... Bref, plusieurs textes qui présentent une diversité de points de vue, de regards distincts sur les actions de développement social en cours dans ces deux régions. C'est là un travail imposant et il convient ici de remercier ceux et celles qui l'ont réalisé, en particulier notre collègue Réal Boisvert, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie et Centre-du- Québec, et ses complices des deux régions.

Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Au moment de la parution de ce numéro, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchard, aura peut-être fait connaître le Plan d'action gouvernemental tant attendu. Depuis le début, le Bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL a suivi de près l'évolution de ce dossier, aussi notre prochaine livraison présentera aux lecteurs une synthèse de ce plan d'action, ainsi que des analyses et des commentaires. Pour vous mettre en appétit, nous vous présentons une entrevue réalisée avec M. Béchard, le 3 septembre dernier.

Le dossier des services de garde

Le dossier des services de garde a fait couler beaucoup d'encre au cours des derniers mois. Suite aux consultations tenues, le

gouvernement s'apprête à arrêter des décisions importantes au regard du développement et du financement de ces services. Bien sûr, nous reviendrons sur le sujet dès que les décisions gouvernementales seront connues. Néanmoins, nous vous proposons, dans le présent numéro, une entrevue réalisée, le 3 septembre dernier, avec Mme Carole Thériberge, ministre déléguée à la Famille.



photo : Jean Bruneau

Michel Morel, rédacteur en chef

Et le développement social?

On en conviendra, ce sont des aspects fondamentaux de nos politiques «sociales» qui se retrouvent actuellement sous les feux de la rampe. Les orientations du Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté, celles qui transparaîtront des décisions relatives au développement des services de garde, les décisions tout aussi importantes, en lien avec la «rénovation» de l'État (pour ne plus parler de réingénierie), qui pourraient donner lieu à des changements de taille au niveau de plusieurs organismes publics, l'évolution du débat sur la gouvernance, autant de dossiers qu'il nous faudra suivre et comprendre, autant de décisions politiques à venir qui façonneront un contexte nouveau auquel le travail en développement social devra s'adapter.

Voilà autant d'éléments qui portent à croire que le prochain numéro de BDS (mars 2004) sera, lui aussi, plutôt consistant! Bonne lecture pour ce numéro, nous, on est déjà au travail pour le prochain. ■■■

Concernant la diffusion du bulletin

Comme le Bulletin développement social est diffusé par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux, il peut arriver que des personnes, impliquées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies du Bulletin. Nous demandons à ces personnes de retourner les copies inutilisées auprès de l'organisme diffuseur, en lui demandant de remédier à la situation.

Par ailleurs, toujours pour favoriser une diffusion plus efficace du Bulletin, pourquoi ne pas le faire circuler dans votre milieu une fois que vous avez terminé votre lecture?

De tels gestes, contribueront à améliorer la diffusion du Bulletin et à nous aider à mieux rejoindre les personnes et organismes impliqués en développement social. Nous vous en remercions.

La direction

Le mot de la rédaction 1

Éditorial 3

La prévention coûtera toujours moins cher!

Entrevue 4

*avec Claude Béchard, ministre de l'Emploi,
de la Solidarité sociale et de la Famille*

Entrevue 6

avec Carole Théberge, ministre déléguée à la Famille

C'est vous qui le dites! 9

Un réseau de services de garde essentiel

Par Nicole Boily

Le point de vue de nos partenaires 10

• *Le Secrétariat à l'action communautaire autonome*

• *Le Réseau québécois des Villes et villages en santé*

Dossier la Mauricie et le Centre-du-Québec 12

Deux régions, une même volonté d'accomplissement

Dossier Centre-du-Québec 20

*Les acteurs de la région et les assises
de la consolidation du développement social*

Dossier la Mauricie 27

Le développement social ne marque pas de pause

Nouvelles brèves 37

Vient de paraître 39

Éditeur :

Institut national de santé publique du Québec
945, avenue Wolfe, Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3
www.inspq.qc.ca

Les partenaires du bulletin:

Le ministère de la Santé et des Services sociaux
La Table de coordination nationale de santé publique
Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Le ministère du Travail
Le Conseil de la santé et du bien-être
Le Conseil du statut de la femme
Le Conseil de la famille et de l'enfance
L'Office des personnes handicapées du Québec
L'Association des régions du Québec
L'Association des CLSC et CHSLD du Québec
L'Association des CLD du Québec
L'Association de santé publique du Québec
La Fédération québécoise des municipalités
La Fédération des commissions scolaires du Québec
L'Observatoire montréalais des inégalités sociales de la santé
Le Réseau québécois des Villes et villages en santé
La Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie et Centre-du-Québec
Le Secrétariat à l'action communautaire autonome
Ville de Montréal

Comité directeur :

Michel Morel, rédacteur en chef
Institut national de santé publique du Québec

Réal Boisvert, Régie régionale de la santé et des services sociaux
de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Marc Boucher, Ville de Montréal
Patrick Brunelle, Secrétariat à l'action communautaire autonome
Lorraine Carrier, Association des régions du Québec
Ève Desmarais, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
Anne Hébert, Office des personnes handicapées du Québec
Hélène Harvey, Conseil du statut de la femme
Sylvain Larouche, Association des CLSC et CHSLD du Québec
Anne Marcoux, Conseil de la santé et du bien-être
Jean-François Marcotte, Ministère des relations avec les citoyens et de l'Immigration
Réal Morin, Institut national de santé publique du Québec
Odette Plante, Conseil de la famille et de l'enfance
Louis Poirier, Réseau québécois des Villes et villages en santé
Louise St-Pierre, Ministère de la Santé et des Services sociaux
Louise Therrien, Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ont collaboré à ce numéro :

Raymond Bilodeau, Nicole Boily, Réal Boisvert, Patrick Brunelle, Lucie Carrier,
Caroline Dion, André Dontigny, Michèle Doucet, Faby Dressdell, Francine
Ducharme, France Fradette, Julie Fortier, Catherine Hallé, Pierre-André Julien,
Yves Pepin, Jacques Savard.

Conception et impression :

ACOR

Photos:

Page couverture : Banque photos de la Mauricie
Autres: Thérèse Brunelle, Christiane Lemaire, Jean-François Fecteau

Politique éditoriale

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL vise à rendre compte de ce qui se passe
dans les communautés et les régions en matière de développement social,
de poursuivre la promotion du développement social ainsi que la sensibilisa-
tion des acteurs locaux, régionaux et nationaux, par la diffusion de textes
présentant des enjeux de développement social.

Conformément aux objectifs définis, les articles publiés doivent s'inscrire dans
une perspective d'information des lecteurs et lectrices et de promotion de la
préoccupation du développement social. Les textes publiés sont sous la respon-
sabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires du bulletin.

Les textes publiés dans le bulletin peuvent être reproduits, à condition d'en
citer la source.

Pour nous rejoindre : Michel Morel
téléphone : 514 528-2400 poste 3532
Courrier électronique : michel_morel@ssss.gouv.qc.ca

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada • ISSN 1488-6499



Michel Morel
Rédacteur en chef

Services de garde, conciliation famille-travail La prévention coûtera toujours moins cher!

Des questions importantes sont à l'ordre du jour cet automne. Des dossiers comme le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, faisant suite à l'adoption de la Loi 112, et celui du développement et du financement des services de garde devraient normalement donner lieu à des décisions gouvernementales attendues. De même, la conciliation famille-travail, les questions liées au développement régional, le dossier de l'offre des soins de santé en région ainsi que le soutien aux organismes communautaires devraient générer des débats importants. Bref, autant de questions de première importance dans une perspective de développement social.

Depuis le début, BDS a suivi le dossier de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ce numéro présente, à cet effet, une entrevue avec le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchar, alors que la prochaine édition de BDS présentera aux lecteurs un dossier complet sur cet enjeu crucial.

Aujourd'hui, il nous apparaît important d'aborder, même sommairement, un sujet, tout aussi important: soit celui de la conciliation famille-travail et des services de garde. Pourquoi? Parce que ce sujet, au-delà de l'articulation détaillée des différentes mesures susceptibles d'être mises en place pour soutenir les familles, nous apparaît éminemment important au regard de l'évolution des rapports entre les citoyens et la collectivité. Les politiques visant le soutien aux familles et le développement des enfants ne sont pas, et ne doivent pas être, des politiques semblables aux autres car, par essence, elles constituent la mesure même de l'importance que la société québécoise accorde à ses enfants et à celles et ceux qui en portent la responsabilité. Le Conseil du statut de la femme abonde dans ce sens: « Pour le CSF, les mesures favorables aux familles reposent fondamentalement sur

l'existence d'un contrat social tacite entre les membres appartenant à une même société, un contrat qui donne lieu à des transferts de ressources intergroupes et intergénérationnels. »¹ Les politiques familiales québécoises, encore trop modestes selon plusieurs, concrétisent cet engagement de la société québécoise à l'égard des enfants et des parents et s'appuient sur des choix de société faits au fil des ans, sur la base des valeurs portées par la collectivité. Les parents sont les premiers responsables des enfants, mais l'État doit continuer d'assumer l'engagement pris par la collectivité à l'égard du soutien à accorder à ceux et celles qui ont charge d'enfant. Il importe donc, avant de modifier ces politiques et programmes, de bien mesurer les impacts des changements qui pourraient être apportés.

Dans tout débat politique de cette nature, la question des coûts et de la capacité de payer de l'État reviendra toujours sur le tapis, mais il nous semble que, tout comme la santé et l'éducation, les politiques de soutien aux familles et aux enfants doivent être considérées davantage comme des investissements que comme des dépenses. « *De plus considérées sous l'angle de leur rendement social, certaines des actions en matière de politique familiale s'apparentent davantage à des investissements qu'à de simples dépenses: mesures qui permettent aux enfants de devenir des adultes accomplis et des citoyens responsables, soutien à la démographie, accroissement des possibilités pour les femmes de mettre à profit leurs talents, réduction des risques de pauvreté pour elles et leur famille, développement d'un bassin d'emplois officiellement déclarés dans les services de garde, etc. Aussi, un gouvernement qui choisirait de diriger ses interventions uniquement vers les familles les plus pauvres ou vivant des situations particulières ferait un choix discutable, tant du point de vue de l'équité que de l'efficacité. L'approche privilégiée serait alors curative plutôt que préventive. »²*

La consultation gouvernementale sur les scénarios de développement et de financement des services de garde a fait couler beaucoup d'encre en septembre dernier. Les questionnements énoncés dans le document de consultation et les scénarios soumis aux débats en ont fait réagir plus d'un et les décisions gouvernementales sont attendues impatientement. Si le document de consultation reconnaît d'emblée que « *les services de garde éducatifs sont un acquis pour la société québécoise* »³, il n'en mentionne pas moins certaines interrogations concernant la répartition géographique de ces services et leur flexibilité, notamment en ce qui concerne la garde à temps partiel ou la garde à domicile non usuels.

Notre propos, ici, ne consiste pas à discuter de l'importance de ce que devrait être la contribution des parents ou de la pertinence de faire une plus grande place aux garderies privées. D'autres que nous l'ont fait et continueront de le faire. Ce qu'il nous importe de rappeler ici, c'est l'apport absolument incontestable des services de garde, tant pour les parents utilisateurs que pour les enfants.

L'accessibilité à des services de garde de qualité est, assurément, l'un des moyens les plus efficaces pour favoriser la conciliation famille-travail. C'est la question centrale pour ceux et celles qui ont charge d'enfant, une question qui va nettement plus loin que la certitude d'avoir un endroit pour « déposer » son enfant le matin et le « récupérer » le soir, après la journée de travail. Dans quelles conditions l'enfant sera-t-il gardé? Sera-t-il accompagné et stimulé par des adultes bien formés, compétents et attentifs, ou laissé à lui-même face à une montagne de jouets? La sécurité, l'environnement physique, la socialisation, les règles de fonctionnement, voilà autant de questions bien réelles qui se posent aux parents au moment de laisser leur enfant

(suite en page 13)



Claude Bécharde, Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille

BDS : En tant que ministre responsable de la solidarité sociale, comment vous situez en regard de la lutte contre la pauvreté et du projet de loi 112 lui-même ?

M. Bécharde : On avait appuyé le projet de loi 112 en décembre dernier. On l'a réitéré durant la campagne électorale, et là, maintenant, j'ai la responsabilité de le mettre en action, de le mettre en œuvre. La prochaine étape de toute cette démarche, c'est le dépôt du plan d'action, c'est-à-dire comment on va faire pour atteindre les objectifs qui nous sont fixés dans le projet de loi 112 en termes de cibles à atteindre. Et c'est tout un travail que de définir c'est quoi la pauvreté, c'est qui, c'est à combien, c'est comment selon tel ou tel indicateur...

Présentement on travaille avec divers groupes là-dessus. Ce plan d'action-là, de plus en plus, dans l'esprit du gouvernement, c'est la locomotive sociale du gouvernement pour les prochaines années, parce que c'est un plan d'action sur 5 ans et parce qu'il ratisse très large. Cela ne concerne pas uniquement le ministère de l'Emploi, de la Solidarité so-

ciale et de la Famille, ça touche aussi beaucoup au ministère de la Santé et des Services sociaux, ça touche beaucoup au ministère de l'Éducation, ça va toucher le secteur de l'Habitation et des Affaires municipales. C'est énorme, ça touche les personnes âgées, parce que souvent on a l'impression que les gens, une fois qu'ils ont pris leur retraite, leurs problèmes de pauvreté sont finis. C'est inexact, alors il y aura donc un volet important pour les personnes âgées. Ça touche aussi les jeunes. Notre économie a besoin des jeunes. Vous savez on a besoin de 640 000 personnes pour remplir des emplois d'ici 2006. Il y a donc là une opportunité importante pour lutter contre la pauvreté.

Puis quand je parle de pauvreté, je ne parle pas juste des gens sur l'Assistance-emploi. Il y a un volet qui est extrêmement important pour moi qui sont les travailleurs à faible revenu, au salaire minimum, qui eux se retrouvent toujours dans la situation où ils se posent la question : Est-ce que c'est plus payant d'être actif que d'être inactif ? En ce qui les concerne, mon objectif c'est que dans 5 ans cette question-là ne se pose plus. C'est

pour cela qu'on est en train de revoir le programme APPORT, pour qu'on s'assure qu'à cette question-là la réponse soit toujours oui. Le plan d'action ratisse large et c'est vraiment, selon moi, la politique sociale du gouvernement pour les prochaines années. Et c'est clair qu'on va le respecter. Je ne veux pas qu'on dépose un plan d'action pour dire : Voici le meilleur plan d'action du monde et que, dans cinq ans, on vienne dire qu'on s'est trompé juste de 10 % sur chacune des cibles. Non. Je veux qu'on se fixe des objectifs réalistes, des objectifs réalistes selon nos moyens, selon les moyens des Québécois aussi. Je veux qu'avec le plan d'action, on dépose aussi des cibles concrètes, des objectifs à atteindre. Ce que je veux, c'est que dans quatre ou cinq ans, quand on va faire l'évaluation de ce plan d'action-là, on ait atteint les cibles qu'on avait fixées en termes de nombre de personnes sorties de la pauvreté.

BDS : Vous avez annoncé l'été dernier une opération qui visait à sortir 25 000 ménages de l'aide sociale. Certains vous ont reproché d'avoir réintroduit l'application de pénalités pour ceux qui refusaient un emploi ou une formation. Comment vous réagissez face à ces critiques-là ? Et, est-ce que le plan d'action qui est en préparation va comporter de telles mesures ?

M. Bécharde : Il y a deux écoles de pensée sur cette question. Il y en a une qui dit : Les mesures punitives, ça ne donne rien, l'autre qui dit que les mesures punitives, ça en prend sinon il n'y a aucune façon de ramener les gens au travail. En ce qui a trait à Place à l'emploi, on n'a pas inventé de nouvelles mesures, on a simplement dit qu'on appliquerait la loi. Quand il y a une loi et qu'elle comporte des mesures punitives, en tant que ministre responsable, tu te dois d'appliquer la loi.

Mais, au-delà de cette question des mesures punitives, notre objectif, c'est de



photo : Jean-François Fecteau

faire en sorte que, lorsque les gens se présentent dans nos bureaux, on puisse, dans les 24 heures, offrir à ces personnes une formation ou un emploi. Pourquoi dans les 24 heures? Parce que c'est prouvé que lorsque quelqu'un arrive à nos bureaux, c'est là qu'il est le plus prêt à retourner sur le marché du travail. Si on l'aide et si on l'accompagne tout de suite, c'est là que c'est le plus efficace. Si on le laisse de côté et si on ne s'en occupe pas pendant deux semaines, pendant deux mois, il y a de plus en plus de chances que son séjour sur l'Assistance-emploi va être très long.

Mon objectif avec Place à l'emploi, c'est de dire qu'il n'y aura personne qui sera pénalisé si on n'est pas capable de lui offrir quelque chose, un emploi ou une formation. Ce n'est pas une opération pour pénaliser les gens. Si on est incapable d'offrir quelque chose d'acceptable, comme un emploi, une formation ou un programme qui soit acceptable et que les gens acceptent, c'est tout, il n'y aura pas de mesure punitive.

BDS : Personne ne sera pénalisé si.....

M. Bécharde : Absolument. Ça, c'est clair. J'ai demandé aux gens de faire preuve de jugement. Bien sûr, il y aura toujours des cas qu'on ne peut pas prévoir d'avance. Par exemple, des gens qui, vraiment ne peuvent pas, comme des parents monoparentaux et qui se retrouvent dans des situations particulières, qui ont des motifs sérieux de ne pas entreprendre de démarche pour se trouver un emploi par exemple, c'est pourquoi j'ai demandé aux gens de faire preuve de jugement. Mais d'un autre côté, il y a une loi et il nous faut l'appliquer.

Il y a autre chose aussi : cela concerne les mesures d'Emploi Québec. On a vérifié et on s'est aperçu que quand les gens ont participé à une au moins de nos mesures de formation ou de préparation à l'emploi ou de subvention salariale, ils passent moins de temps sur l'Assistance-emploi et leurs revenus d'emploi, comparativement à ce qu'ils avaient avant, augmentent en moyenne de 1 544 \$ par année. Donc il y a un impact, ces programmes-là ont vraiment un impact bénéfique.

Un autre aspect important du plan de lutte contre la pauvreté, c'est un seuil de revenu minimal. Il y aura un seuil minimal. On est en train de travailler là-dessus. Vous savez, ce n'est pas simple de déterminer ce que devrait être le niveau de ce revenu-là. Encore là, il y a différentes écoles. Il y a ceux qui vont dire qu'il ne faut pas que ce soit trop bas, car cela ne voudrait plus rien dire. D'autres disent qu'il ne faut pas que ce soit trop haut, afin de garder l'incitation à retourner au travail. Ce n'est pas une question simple, mais on y travaille.

BDS : Est-ce que les programmes qui sont en place sont suffisants ?

M. Bécharde : Ce fut ma préoccupation de préserver ces programmes-là quand nous avons eu à nous donner des objectifs de réductions budgétaires. En ce qui concerne Emploi-Québec, j'ai fait très attention à ne pas retoucher à ces mesures-là parce que ces programmes constituent ce que j'appelle le « tremplin vers la sortie », vers la réinsertion sur le marché du travail. Si on enlève le tremplin, on ne peut pas aider les gens à sortir de là. C'est pour cela que cette année, sur les sommes que nous avons dû couper à Emploi-Québec, on a choisi de couper dans les « projets d'envergure », comme par exemple dans le cas d'entreprises qui ont des projets d'agrandissement qui impliquent des millions de dollars, on a choisi de diminuer un peu plus à ce niveau-là, pour qu'en bout de

ligne, sur le terrain, on soit capable de répondre à la demande en ce qui concerne les programmes.

Mais, je tiens à le répéter, si on est incapable d'offrir aux gens un emploi ou un programme de formation, ils ne seront pas pénalisés. C'est clair. Moi, mon objectif, c'est qu'on soit capable de répondre à la demande, qu'on soit capable d'offrir une formation à tous ceux qui en veulent, et qu'il y ait ensuite des emplois disponibles.

Par contre, ce que, moi, j'aime beaucoup plus rappeler dans ce qui s'en vient dans le plan de lutte contre la pauvreté, ce sont les mesures d'équité. Il nous faut nous assurer de maintenir une certaine forme d'équité entre les bénéficiaires de l'Assistance emploi et les personnes qui travaillent à 7,30 ou 8,00 dollars de l'heure. Il nous faut nous assurer qu'une fois que les personnes sont sorties de l'Assistance emploi, qu'elles puissent bénéficier d'un certain nombre de mesures qui fassent en sorte qu'elles n'aient pas le goût de revenir en arrière, de retourner sur l'Assistance emploi. Alors c'est ce qu'on appelle des mesures d'équité. Ça concerne aussi les services, ce n'est pas juste en termes d'argent. Par exemple, il y a des services qui sont offerts pour les enfants, pour les jeunes, alors ce qu'on est en train de regarder, c'est comment on pourrait faire en sorte de maintenir un peu ces services pour les travailleurs à plus faible revenu.

(suite en page 8)



photo : Jean-François Fecteau



Carole Thérberge, Ministre déléguée à la Famille

BDS : Quels étaient les objectifs à l'origine de la réflexion sur les services de garde?

Mme Thérberge : Les services de garde sont importants pour nous, et ça on l'a mentionné dès le début de notre mandat. On l'a dit et répété: les services de garde sont importants et on va les maintenir. Mais on a aussi très vite constaté qu'il y avait des lacunes importantes au niveau des services de garde et ce sont ces lacunes que nous voulons corriger.

Donc la réflexion s'imposait, premièrement pour assurer le maintien des services, comme on le disait dans le document de consultation, mais aussi pour assurer un développement harmonieux des services, de même que pour assurer le financement des services. Les services de garde sous leur forme actuelle, bien sûr que ce sont des services que les gens apprécient beaucoup, mais en même temps, il y a des lacunes à corriger, tant au niveau des horaires, au niveau des types de clientèle, qu'au niveau du manque de places. C'est pour toutes ces raisons-là que la politique des services de garde a dû être révisée. Actuellement, un nombre insuffisant de places sont disponibles et des parents doivent attendre plusieurs mois et même des années avant de pouvoir confier leur enfant à un service de garde. Je suis très sensible à cette situation et c'est pour cela qu'il faut poser les bons gestes afin que les familles du Québec puissent bénéficier de services de garde de qualité dans les meilleurs délais.

Il faut se rappeler que les services se sont développés très rapidement et que, malgré ce développement accéléré, il manque encore près de 35 000 places à l'heure actuelle pour atteindre l'objectif de 200 000 places. Sur ces 35 000 places manquantes, il y a évidemment des places dont le développement est autorisé, mais qui ne sont pas encore disponibles. Et il y a aussi des places qu'on voudrait

développer autrement. On a des idées là-dessus et on s'est dit qu'on allait consulter les gens concernés, de près ou de loin, pour voir comment ils voient ça.

Nous avons donc consulté. Nous avons reçu un nombre important de mémoires, nous avons aussi reçu en consultation un certain nombre d'organismes et nous avons également ouvert un volet internet pour permettre l'expression des parents et des citoyens. Souvent, quand on est

Pour nous, le premier impératif, c'est que le service demeure. Mais, en tant que responsables des fonds publics, il nous faut nous assurer que cet argent-là soit bien utilisé. Il faut aussi réaliser qu'il y a un pourcentage de la population qui n'a pas accès à ce service-là. Je fais un petit historique, on le dit dans le document mais peut-être faut-il le répéter. C'est que tout l'argent qui va à l'aide à la famille en réalité est concentré dans les services de garde. Cela fait qu'il y a une partie de la



photo : Jean-François Fecteau

parent, on n'a pas le temps de venir à une consultation, alors l'internet permet de s'exprimer.

BDS : Et quelles conclusions tirez-vous de ces consultations?

Mme Thérberge : La première conclusion, évidemment, c'est qu'il y a un intérêt marqué pour les services de garde. De plus, je vous dirais que les gens ont fait un peu le même cheminement que nous. Au début, il y avait un seul aspect qui retenait l'attention, soit le coût de la tarification. Ensuite, les gens ont élargi un peu leurs préoccupations.

population qui ne reçoit plus d'argent, soit sous forme d'allocation familiale ou d'autre allocation, et qui n'a pas non plus accès aux services pour lesquels ils contribuent par leurs impôts. Alors ceci étant dit, nous, on se dit qu'il y a peut-être moyen de faire autrement.

Ici, je ne parle pas d'universalité. L'universalité, en fait c'est quoi ? Lors de la consultation, j'ai demandé à un groupe: qu'est-ce qui est plus important? l'universalité ou l'accessibilité? Parce que si un service est universel mais qu'il n'est pas accessible, alors il n'est pas vraiment universel. Et ce n'est pas non plus un ser-

vice qui est obligatoire comme l'école. L'école est obligatoire, les services de garde ne sont pas obligatoires. Alors c'est un service qui est un privilège offert à une société, un privilège qu'on se donne et pour lequel on doit pouvoir regarder si on peut en absorber le coût. Nous pensons que les services de garde doivent respecter la capacité de payer des parents utilisateurs mais aussi la capacité de payer des contribuables. Et surtout, au-delà de l'argent, il faut que le service soit plus accessible, qu'il réponde mieux aux besoins des familles, dans toutes les régions du Québec.

BDS : Est-ce que, au cours des consultations, des scénarios différents des vôtres ont été proposés ? Est-ce que vous avez eu des suggestions qui sont intéressantes ?

Mme Thériège : À la base, on a dit qu'on faisait de cette consultation-là une consultation très ouverte, qu'on déposait des scénarios sur la table parce qu'il faut partir la discussion sur quelque chose. On souhaitait une discussion très ouverte justement pour accueillir d'autres idées. Effectivement, plusieurs idées nous ont été présentées. Évidemment, des idées très différentes les unes des autres. Ce qu'on se dit, c'est qu'on peut tirer quelque chose de toutes ces idées et concevoir un projet profitable pour l'ensemble de la population.

On a eu plusieurs intervenants qui, au niveau du développement des services, nous ont dit d'arrêter le développement pour que se réalisent certaines études. Personnellement, je trouve ça un petit peu difficile parce que les gens qui attendent des places n'ont pas nécessairement le goût d'attendre après de longues études. Mais, en même temps, il n'est pas inutile de se donner un temps d'arrêt, pour réfléchir sur certains sujets.

BDS : Parlant d'études, il y a plusieurs études qui ont démontré que la fréquentation des services de garde favorise la réussite scolaire des enfants...

Un service de garde éducatif de qualité, ça aussi, c'est une priorité pour nous. Bien sûr que ces services de garde-là sont une option bien intéressante pour les enfants, mais on veut aussi que les parents demeurent les premiers responsa-



photo : Jean-François Fecteau

bles de leurs enfants. Ça aussi c'est important, c'est un critère. Tout comme on veut également s'assurer qu'il y ait un contrôle de qualité aussi au niveau des services de garde offerts. Ça aussi, c'est un autre critère.

BDS : Les scénarios ou le scénario que vous allez retenir vont-ils faire en sorte que l'accessibilité aux services de garde sera maintenue pour les familles à faible revenu ?

Mme Thériège : Dans les trois scénarios qui étaient proposés c'était une préoccupation très présente. Nous dans notre cas, si vous regardez bien dans les scénarios de financement, entre autres, il y a cette préoccupation à l'égard des familles à faible revenu. Ça nous tient à cœur effectivement parce que c'est un service utile pour ces familles et on veut que le coût ne soit pas nécessairement un frein. Pour y arriver, il peut y avoir des façons de faire différentes. Par contre, ça ne veut pas dire que, parce qu'on protège une certaine clientèle, on ne peut pas, d'autre part, augmenter le coût pour d'autres, évidemment s'il y a des bonnes raisons de le faire.

BDS : Et dans les régions plus éloignées ?

Un des constats que nous avons faits, c'est que tout ce qui va s'inscrire dans une politique familiale, comme les services de garde, tout ce qui va entrer sous le grand parapluie de la conciliation famille-travail va devenir un atout pour les régions, par-

ticulièrement dans les régions éloignées. De telles mesures vont favoriser le fait que les gens vont demeurer sur place, vont favoriser aussi le fait qu'une entreprise va choisir de s'établir dans le milieu. On sait que ces services d'appoint sont utiles, plus qu'utiles, je dirais qu'ils touchent à l'essentiel pour garder les jeunes familles dans les régions.

Au niveau du développement dans les régions, je dirais que ça dépend de quelle région on parle. Évidemment, quand le territoire est géographiquement très étendu, le développement du service de garde en milieu familial peut être favorisé, il peut être plus facile à intégrer parce que le tissu social est déjà prêt à ça. Par contre, dans le cas des petites municipalités plus éloignées, les garderies privées aussi peuvent bien faire l'affaire. Ce qui est bien primordial dans le fond c'est au niveau des critères à appliquer aux services offerts, pour s'assurer de la même qualité de services, qu'on soit à Paspébiac ou à Montréal.

BDS : On pourrait donc avoir une diversité des modèles ?

Mme Thériège : Au niveau des scénarios de développement, le premier scénario disait : Tout en milieu familial, le deuxième scénario disait : Garderies privées seulement, mais on mentionnait par contre que dans certains endroits, la garde en milieu familial devrait suppléer aux besoins. Et le troisième scénario pro-

posé c'était : Garderies et haltes-garderies communautaires. Dans le fond ce que les gens ont compris, c'est que peut-être qu'il n'y a pas une seule solution, peut-être qu'il n'y a pas juste un modèle. Peut-être qu'il y a différentes solutions et qu'on doit adapter les modèles selon les besoins.

BDS : Jusqu'à maintenant, les régions, via les Conseils régionaux de développement, étaient impliquées dans le développement des services de garde. Est-ce que ça va se faire de la même façon dans l'avenir?

Mme Théberge : En fait on a reconduit les ententes avec le Conseils régionaux de développement (CRD) pour un an, soit jusqu'à la fin de cet exercice financier-ci. Les CRD avaient pour mandat, entre autres, de faire des recommandations à la ministre. Présentement, c'est ce qui se fait encore. Évidemment, on a demandé une accélération du rythme parce qu'on a besoin d'autoriser rapidement certains développements. Ensuite, nous, au niveau gouvernemental on doit regarder les ententes avec les CRD et voir si on les reconduit. Donc pour l'avenir, on verra, en fonction des décisions qui seront prises, mais c'est sûr qu'il faut trouver une façon de faire. Les gens dans les régions doivent effectivement avoir un mot à dire dans le développement des services, ils sont le mieux placés pour orienter les choix.

Il faut dire aussi qu'au niveau du développement, il ne reste que 12 000 places à autoriser. Ça aussi, ça va faire une différence. Ce qu'on va faire c'est du *fine tuning*. Ce n'est peut-être pas 12 000 places à temps plein qui sont nécessaires. Il y a peut-être lieu de favoriser davantage le temps partiel, il nous faut donc voir ce qui sera en mesure de donner les meilleurs services en fonction des besoins.

BDS : Quelles seront les prochaines étapes du processus?

Mme Théberge : En fait, les prochaines étapes consistent d'abord à établir ce qu'on veut faire et de le présenter au Comité ministériel et ensuite au Conseil des ministres. Pour nous, c'est une priorité, alors on devrait agir rapidement. ■■

Entrevue avec Claude Béchard (suite de la page 5)

BDS : Tout au long du débat sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion on a beaucoup fait état de la nécessité de mobiliser l'ensemble des acteurs sociaux, tant aux plans local et régional qu'au plan national, pour faire en sorte que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion devienne un objectif social. Est-ce que le plan d'action que vous allez faire connaître cet automne va miser sur la mobilisation des acteurs ?

M. Béchard : Cette mobilisation-là existe déjà. Oui, les gens vont être partenaires, dans les régions, dans chacune des régions, dans chacune des communautés, dans chacun des villages. Chacune des localités a ses propres façons de faire, et on va s'appuyer là-dessus. Mais en même temps qu'on va mobiliser la société civile, il nous faut mobiliser aussi la population. Je trouve que parfois, on mobilise les maires, on mobilise les préfets, on mobilise les présidents d'organismes mais on ne s'occupe pas assez des citoyens qui sont portés à se dire que ça ne les concerne pas. Les gens se disent qu'il y a des gens qui s'occupent de ça, le maire s'en occupe ou bien le président de tel organisme communautaire s'en

occupe ou bien un organisme de charité s'en occupe. Ce que je veux aussi dans le plan de lutte à la pauvreté, c'est que les gens, l'ensemble des citoyens, sentent que ça leur appartient, c'est aussi leur responsabilité individuelle ou personnelle de lutter contre la pauvreté. En tant que citoyen, on a tous l'habitude de poser des gestes, on lutte tous contre la pauvreté dans le temps des fêtes en donnant un 5 \$ d'un bord puis de l'autre, on donne tous un 100 \$ à Centraide puis on se dit : Hey ! j'ai fait mon effort de solidarité pour l'année. Mais le plan de lutte contre la pauvreté, oui c'est l'affaire des communautés, mais je veux aussi que ça soit l'affaire des citoyens et des citoyennes, que tout le monde se rende compte que, finalement, si on lutte contre la pauvreté et que l'on réussit, ce n'est pas juste les plus pauvres qui s'enrichissent mais c'est l'ensemble de la société qui va en profiter. C'est pour ça qu'on va continuer de mobiliser les communautés, mais qu'on va aussi fournir beaucoup d'efforts pour mobiliser les citoyens. Il faut que les citoyens se sentent responsabilisés et moi c'est un de mes objectifs. ■■



photo : Jean-François Fecteau

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

Préservons l'essentiel d'un réseau de services de garde essentiels

par Nicole Boily, Présidente du Conseil de la famille et de l'enfance

La consultation menée depuis quelques semaines par le gouvernement concernant le développement et le financement des services de garde a permis à de multiples points de vue de s'exprimer, ce qui est dans l'ordre des choses à l'occasion de ce type d'exercice. Là où le Conseil de la famille et de l'enfance s'inquiète, c'est lorsque le réseau est complètement remis en cause par certains intervenants, qui souhaiteraient lui substituer une approche entièrement individualisée où le parent recevrait un montant d'argent et s'arrangerait seul pour combler ses besoins en services de garde.

Il nous semble que la démarche collective de mise en oeuvre d'un réseau de services à la petite enfance, développée sous tous les gouvernements qui se sont succédé depuis une trentaine d'années, doit prévaloir. À cet égard, dans le mémoire qu'il a déposé aux ministres Béchard et Thériault à l'occasion de la consultation, le Conseil a affirmé avec force son soutien au parachèvement rapide du réseau et son entier appui aux principes fondateurs qui le caractérisent.

Premier constat

Le réseau intégré des services de garde éducatifs constitue un maillon essentiel du développement global et de l'épanouissement optimal des enfants, ainsi qu'une mesure concrète et efficace en matière de prévention et de préparation à l'école et à la vie. N'est-ce pas la première intégration sociale de nos tous petits ?

Deuxième constat

Ce réseau fonctionne avec succès, car il opère en concertation et en fonction d'un degré élevé d'enracinement et d'engage-



Nicole Boily

ment des parents. À ces valeurs de départ s'est greffée, au fil des récentes années, une étroite collaboration particulièrement en région avec les acteurs socio-économiques qui ont participé de très près au développement accéléré de ces services.

Troisième constat

Ce réseau n'est ni bureaucratique, ni tatillon, ni sclérosé. Au contraire, il est jeune, dynamique, offrant des services de proximité avec souplesse et laissant place à l'ingéniosité.

Quatrième constat

Les services offerts aux tout-petits sont de qualité, car les intervenants sont formés et qualifiés. Un programme éducatif a été mis en place inscrivant la petite enfance dans un continuum gagnant avec la maternelle cinq ans et le système d'éducation.

L'objet premier de la consultation porte sur le financement des services. À cet égard, le Conseil admet que la croissance des coûts est une préoccupation importante dans un contexte de gestion rigoureuse des fonds publics. Mais, l'analyse de la progression des dépenses ne peut se faire sans tenir en compte la création en cinq ans de plus de 85 000 places, des dépenses non récurrentes, faut-il le préciser.

Aller chercher l'argent où il se trouve

Selon le Conseil, avant de se tourner à nouveau vers les parents qui financent déjà le réseau par la contribution de 5 \$ et la fiscalité, le gouvernement devrait amorcer des négociations avec le fédéral pour rapatrier la part des familles québécoises dans les programmes nationaux, ainsi que les déductions fiscales qui échappent aux parents du Québec en raison de l'existence du programme des places à contribution réduite.

Une tarification minimale uniforme

Le Conseil est également d'avis que s'il devait y avoir modulation additionnelle de la contribution parentale, cela devrait se faire dans le cadre d'une révision de la fiscalité qui devrait tenir compte des revenus et du nombre d'enfants des familles.

Car, en ce qui a trait à la tarification journalière, le Conseil s'est prononcé en faveur du maintien d'un montant unique pour tous les parents, un montant minimal devrions-nous ajouter. Le Conseil est en effet particulièrement sensible à la situation précaire des jeunes familles avec enfants à charge dont le revenu moyen n'a que très peu augmenté de-
(suite en page 11)

Le POINT de vue ... DE NOS PARTENAIRES

Le bulletin Développement social compte sur de nouveaux partenaires. Nous leur avons demandé de partager avec nous les raisons pour lesquelles ils ont accepté de soutenir le bulletin. MM

Le SACA partenaire du bulletin

À titre de partenaire actif des milieux communautaire et bénévole, le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) s'est empressé d'accepter l'invitation du bulletin Développement social à siéger à son comité de direction. De par sa mission, qui consiste notamment à mieux faire connaître l'impact des organismes communautaires sur le développement social des collectivités, le SACA entend profiter de l'occasion pour contribuer au rayonnement de cette forme de participation citoyenne exceptionnellement dynamique et porteuse de solutions novatrices.

Le rôle du SACA

Le SACA est en premier lieu l'administrateur du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, constitué essentiellement d'un pourcentage des bénéfices nets annuels de Loto-Québec. Les sommes ainsi reçues servent à soutenir principalement des organismes communautaires du secteur de la défense collective des droits. Ces organismes sont des agents de transformation sociale qui font avancer nombre de causes et qui portent à l'avant scène des réalités souvent méconnues.

De plus, le SACA est l'organisme gouvernemental responsable, au sein de l'État québécois, des dossiers transversaux qui touchent l'action communautaire et l'action bénévole. Il dirige les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, et il coordonne les travaux du Comité interministériel de l'action communautaire qui veille à son application.

En matière d'action bénévole, le SACA assure depuis 1998 la remise du prix Hommage bénévolat-Québec, décerné par le gouvernement du Québec à des bénévoles et des organismes de toutes

les régions du Québec. Le SACA est aussi largement impliqué dans le suivi de l'Année internationale des bénévoles 2001 au Québec et il poursuit la réalisation des *Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole*.

Au cours des dernières années, le SACA a par ailleurs développé un volet recherche qui vise à mieux documenter les réalités des organismes communautaires des différentes régions. Le SACA collabore aussi à des travaux initiés par différents organismes pour accroître les connaissances sur différentes réalités propres au milieu communautaire, par exemple les conditions de travail des intervenants communautaires.

C'est donc à partir de ces différents chantiers que s'articulera la collaboration du SACA au bulletin Développement social. Des efforts seront faits pour présenter des pratiques novatrices issues du milieu communautaire pour faire en sorte d'illustrer concrètement cette forme particulière de développement social. ■■

Pour en savoir plus sur le SACA, visitez notre site Internet (www.messf.gouv.qc.ca)



Daniel Jean, directeur

Le Réseau québécois des Villes et Villages en santé partenaire du bulletin

Le Réseau québécois de Villes et Villages en santé est heureux de se joindre aux partenaires du Bulletin Développement social. Il s'agit là en fait d'un partenariat naturel pour le Réseau,



Marc Gascon

compte tenu de la nature même des activités que mènent ses membres, avec leurs propres partenaires, en faveur du développement global de leurs communautés.

Pour les 130 villes, villages, MRC ou arrondissements membres du Réseau, comme pour plusieurs autres collectivités québécoises, l'engagement en faveur du développement social n'est pas chose nouvelle. En réalité, cet engagement était déjà bien présent dans le monde municipal québécois, avant que l'arrivée de l'État Providence ne vienne changer les règles du jeu au début des années 1960. Il est par ailleurs revenu en force au cours des dernières années, faisant même maintenant l'objet d'une obligation formelle dans la charte constitutive de certaines des nouvelles

villes créées en vertu de la plus récente réforme municipale. On peut observer également la reconnaissance de ce fait dans plusieurs des politiques et stratégies développées depuis la fin des années 1990 par différents ministères québécois et qui privilégient des approches intersectorielles et locales pour l'atteinte de leurs objectifs.



RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE
VILLES ET VILLAGES
EN SANTÉ

Il n'est donc pas étonnant alors de constater que les réalisations des collectivités québécoises sont de plus en plus présentes dans le Bulletin Développement social, de la même façon que le Bulletin accueille maintenant la Fédération québécoise des municipalités parmi ses partenaires.

En devenant à son tour partenaire du Bulletin, le Réseau québécois de Villes et Villages en santé entend mettre à contribution l'expérience très riche développée par ses municipalités membres. Il entend également se faire auprès d'elles un promoteur assidu du Bulletin, qui constitue, plus que jamais, une source d'inspiration pour l'action en faveur du bon développement de nos communautés locales.

Longue vie au Bulletin Développement social ! ■■

Marc Gascon
Maire de Saint-Jérôme
Président du Réseau québécois de Villes et Villages en santé

Préservons l'essentiel d'un réseau de services de garde essentiel (suite de la page 9)

puis les derniers dix ans, dont le taux d'épargne est anormalement bas et le taux d'endettement inversement élevé. Selon les données, ces familles connaissent en outre une situation instable au niveau du marché du travail, de leurs conditions d'emploi et de la composition de leurs ménages.

Un indice d'augmentation fixe tenant compte de la capacité de payer des familles

Si les négociations avec le fédéral et la fiscalité ne permettaient pas au gouvernement de financer le réseau, le Conseil recommande la création d'un indice d'augmentation, dont les règles seraient prédéterminées. Il serait défini à partir de l'indice des prix à la consommation (IPC), des taux d'indexation des divers régimes publics et du taux d'indexation des pensions alimentaires.

La création d'un tel indice semble préférable aux scénarios visant à moduler la contribution des parents en fonction du revenu ou encore de l'augmenter de façon arbitraire en ce qu'il est fondé sur des données comparables, qu'il a l'avantage de la transparence, de la prévisibilité et de la cohérence, qu'il est sécurisant pour les parents et devrait normalement suivre leurs propres ajustements salariaux.

À titre indicatif, si l'on se fie à l'IPC, depuis 1998, l'augmentation de la tarification journalière aurait été de 0,50 \$, portant la contribution parentale à 5,50 \$ par jour.

Tenir compte de toutes les retombées

Finalement, lorsqu'il est question de dépenses et de financement, le Conseil tient à rappeler que la création des places a généré plus de 12 000 emplois, majoritairement féminins. Or, ces emplois produisent à leur tour des

revenus pour le gouvernement. D'ailleurs, des chercheurs australiens ont récemment démontré que chaque dollar investi dans les services de garde génère plus de 12 \$ dans l'économie. Plus précisément, cette étude établit que chaque dollar produit : 5,63 \$ en salaire gagné par les parents lorsque l'enfant fréquente les services de garde, 1,86 \$ en revenus pour le gouvernement, et 12,28 \$ de bénéfices au niveau de l'économie en général.² Alors, présenter la création de places de garde du seul point de vue des dépenses pour l'État constitue, même du strict point de vue des chiffres, une perspective erronée, si on n'inclut pas les retombées positives pour la situation économique.

En terminant

Le réseau des services de garde éducatifs est un joyau de notre organisation sociale et communautaire que le Conseil enjoint au gouvernement de préserver et parfaire pour le mieux-être des enfants et des parents. Dans ce type de remise en question, le Conseil invite à la prudence et considère que, tout comme en matière d'éducation, les solutions de long terme, mûries à l'aune des expériences vécues et des besoins réels de la collectivité, sont à privilégier. La continuité et la constance dans la gestion d'un programme comme celui des services de garde sont indispensables à sa crédibilité auprès des jeunes qui songent à exercer leur désir de parentalité. En modifier les bases constitue un pense-y bien en ces temps où les perspectives démographiques et les pénuries de main-d'œuvre appréhendées font figure d'enjeux sociétaux. ■■

¹ Le Conseil de la famille et de l'enfance est un organisme gouvernemental qui a pour principal mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur toute question relative à la famille et aux enfants. Il est composé de 15 membres nommés par le gouvernement et issus de divers milieux.

² WROE, David, The Age, July 15 2003, « Child-care spending helps economy », en ligne : <http://www.childcarecanada.org>.

DOSSIER

La Mauricie et le Centre-du-Québec : Deux régions, une même volonté d'accomplissement...

Par Réal Boisvert,

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

D'entrée de jeu une observation s'impose. Ce dossier ne porte pas sur un espace sociosanitaire unique ou autre découpage administratif commun. Non. BDS s'intéresse bien ici et à la Mauricie et au Centre-du-Québec, deux régions différentes, deux territoires forgés dans ce qui était jadis la Mauricie-Bois-Francis.

La Mauricie et le Centre-du-Québec forment bel et bien deux territoires distincts : limitrophes certes, mais aussi autonomes et interdépendants à la fois. Deux territoires qui, à l'ère de la mondialisation et de la globalisation des marchés, contribuent à façonner l'identité même de leurs résidents, abritant leurs racines et tissant leurs réseaux de solidarité et d'entraide.

La politique éditoriale de BDS veut que nous nous intéressions périodiquement aux régions du Québec. Car, après les personnes elles-mêmes, la géographie des échanges humains constitue l'essence du développement social. Aujourd'hui, en portant un regard particulier sur la Mauricie et le Centre-du-Québec nous essaierons de mieux saisir ce qui distingue et rapproche ces régions, mettant ainsi en valeur tout ce qui encourage leur développement de part et d'autre.

À cet égard, le pont reliant les deux rives du Saint-Laurent entre la Mauricie et le Centre-du-Québec, et qui orne la page couverture de ce numéro, n'est pas un artifice tendu dans le vide ou un simple ouvrage architectural destiné à faire circuler les automobiles. C'est un symbole. C'est la métaphore du développement lui-même qui ne s'opère, comme le rappelait le sociologue Marcel Rioux, que par

l'échange des créativité et de la connaissance des possibles. En effet, les savoirs et les idées naissent et grandissent d'abord dans un milieu donné. Ils se confrontent ensuite aux idées et aux savoirs étrangers. C'est ainsi qu'ils s'épanouissent. Et ils ne transitent et ne voyagent jamais mieux que lorsqu'ils trouvent dans leur milieu d'appartenance les conditions de leurs accomplissements et de leur réussite.

Le Pont Laviolette est l'image emblématique de ce cœur du Québec qui, avec la Mauricie et le Centre-du-Québec, se construit à la mesure des défis particuliers qui le confrontent.

Et ces défis ne sont jamais mieux défendus que lorsqu'ils sont saisis par les gens qui les vivent. Ce qui nous intéresse ici est de voir comment, sous l'angle du développement social, au regard par exemple des questions relatives à la participation citoyenne, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, au plein développement du potentiel des personnes et des communautés, comment donc se posent les manières et les façons de travailler ensemble et de porter les espoirs de meilleures conditions

de vie pour les personnes et les collectivités.

À ce titre, nous avons d'abord rencontré des élus. Les uns sous forme de table ronde, les autres par le biais d'écrits. Ensemble, ils nous entretiennent de leur vision du développement social. Ils nous font part de projets ou d'activités menés dans leur milieu ainsi que de l'évaluation qu'ils font des besoins de leurs concitoyens en matière de développement social.

Puis, nous avons demandé à des personnalités régionales bien connues de questionner, à leur façon, les démarches régionales en développement social. Tout d'abord, Monsieur Julien Bilodeau, préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska, parlera du développement social en l'abordant sous l'angle de l'équilibre souhaité entre la participation de la société civile et l'influence des élus. Dans un deuxième temps, sous forme de groupe de discussion, nous aborderons le thème « femme et développement social ». Quelles facettes du développement social le regard féminin nous permet-il de mieux saisir ? Quelles sont pour les femmes les priorités qui devraient être retenues pour améliorer les conditions de vie des collectivités ? Quelles sont, de l'avis des femmes, les réalités qui échappent à la sensibilité des hommes ? Ces questions et bien d'autres encore seront défendues par cinq femmes, Sylvie Tardif et Lise



Réal Boisvert



Morissette de Trois-Rivières, France Cormier de Shawinigan, Guylaine Asselin de La Tuque et Gaétane Tremblay de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, des femmes qui ont à leur actif des années d'implication dans leur milieu, certaines à titre de militantes, d'autres en tant qu'intervenante institutionnelle ou de bénévole.

La chronique *Réflexion* a été confiée à Pierre-André Julien de l'Université du Québec à Trois-Rivières et de la Chaire Bombardier de l'Institut de recherche sur les PME. Monsieur Julien est connu entre autres pour ses travaux portant sur l'importance de l'ancrage des petites entreprises dans leur communauté, facteur décisif expliquant leur pérennité et leur performance.

Ces différents échanges de points de vue devraient nous rappeler que, au-delà des étiquettes, le développement régional et la prospérité des collectivités ne sont souvent qu'une question d'équilibre, que le développement global, intégré et durable est un savant mariage de considérations relatives à l'entreprenariat, à la mise en valeur du potentiel des personnes et à l'acquisition d'une vision sur la protection et la croissance du bien commun.

Un dossier sur la Mauricie et le Centre-du-Québec ne saurait passer sous silence tout le travail accompli depuis trois ans dans ces deux régions en matière de concertation, de partenariat et d'actions intersectorielles. L'occasion est donc belle de présenter ici un topo sur leur démarche respective de développement social et de relater, en compagnie France Fradette et de Cécile Thériault, coordonnatrices régionales en développement social, les bons coups réalisés ainsi que les petites ou grandes difficultés de parcours, surmontées ou non.

Comme d'habitude, BDS s'intéresse à des projets concrets. Nous présentons donc aux lecteurs et lectrices des reportages sur l'expérience de revitalisation des premiers quartiers de Shawinigan, sur le transport collectif dans la MRC de Mékinac, sur les activités relatives à la garde estivale dans la MRC de l'Érable et celles d'une solution durable en transport collectif au Centre-du-Québec. Et puis, deux petites surprises : deux témoignages, l'un de Francyne Ducharme, coordonnatrice de la Table de concertation des femmes du Centre-du-Québec, l'autre de Michel Simard, directeur de la maison le Havre à Trois-Rivières.

En terminant, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont accepté spontanément et avec enthousiasme de collaborer à la préparation de ce dossier sur les deux régions administratives du Centre-du-Québec

et de la Mauricie, au premier chef les coordonnatrices régionales en développement social, France Fradette et Cécile Thériault.

Bonne lecture ! ■■■

La prévention coûtera toujours moins cher!

(suite de la page 3)

à la garderie. Eu égard à ces préoccupations normales (et combien souhaitables!) des parents, premiers responsables du bien-être de leur enfant, il nous apparaît qu'ils sont tout à fait en droit de s'attendre à ce que les politiques et les mesures mises en place viennent les assurer que leur enfant puisse être gardé dans des conditions sécuritaires et stimulantes qui contribueront à son développement.

Par ailleurs, puisque «*le choix du centre de la petite enfance comme modèle de service de garde consacre la reconnaissance de la responsabilité première du parent auprès de son enfant et du rôle de soutien de l'État*»⁴, il est absolument essentiel que cette *responsabilité première* du parent se traduise concrètement par une participation à la gestion des services de garde. Peu importe les changements qui seront apportés, il importe que les parents puissent continuer d'avoir leur mot à dire sur les services offerts à leurs enfants. De même, il importe aussi que la planification de l'offre des services de garde se fasse aux niveaux local et régional, afin de bien tenir compte des besoins des familles et des particularités des milieux.

Depuis plusieurs années déjà, on s'entend pour reconnaître l'apport des services de garde pour le développement des enfants : «*... une récente recension⁵ de quelque 22 études internationales confirme que des services de garde de qualité influencent positivement les résultats scolaires des enfants lors de leur entrée au primaire, contribuent à leur développement social et cognitif et favorisent la réduction des comportements problématiques. Ils s'inscrivent donc dans un continuum gagnant offrant à tous, dès le plus jeune âge, une égalité des chances face à l'avenir.*

Le réseau intégré de services de garde éducatifs constitue un maillon essentiel

dans le développement global et l'épanouissement optimal des enfants, ainsi qu'une mesure concrète et efficace en matière de prévention et de préparation à l'école, ainsi que d'accompagnement des élèves du primaire dans le cas de la garde en milieu scolaire. Les milieux de garde servent en quelque sorte de première intégration sociale pour les enfants. »⁶

La prévention coûtera toujours moins cher que la maladie, les retards de développement, l'échec, les problèmes de comportement ou d'adaptation sociale et l'exclusion. Fournir à nos enfants des lieux rassurants qui leur permettent de s'épanouir, de découvrir et d'expérimenter, des lieux d'apprentissage qui facilitent leur entrée à l'école et favorisent leur réussite scolaire, des lieux de socialisation qui favorisent leur intégration sociale, ce n'est pas un luxe, cela va plus loin que la prévention, c'est bel et bien un devoir de société! ■■■

¹ Mémoire sur le document de consultation *Scénarios de développement et de financement pour assurer la pérennité, l'accessibilité et la qualité des services de garde*, Conseil du statut de la femme, septembre 2003, p. 11.

² Mémoire sur le document de consultation *Scénarios de développement et de financement pour assurer la pérennité, l'accessibilité et la qualité des services de garde*, Conseil du statut de la femme, septembre 2003, p. 11.

³ *Scénarios de développement et de financement pour assurer la pérennité, l'accessibilité et la qualité des services de garde*, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, août 2003, p. 4.

⁴ *Scénarios de développement et de financement pour assurer la pérennité, l'accessibilité et la qualité des services de garde*, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, août 2003, p. 6.

⁵ Pour plus d'information sur ce sujet, voir Bellemare, G., Gravel, A.R., et Briand, L. (2002). *La qualité des services de garde à l'enfance. Un bilan de la littérature*. Cahiers de recherche de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale.

⁶ *Parfaire un réseau de services de garde... essentiels au bien-être des enfants et des parents*, Mémoire présenté dans le cadre de la consultation sur le développement et le financement des services de garde par le Conseil de la famille et de l'enfance, 29 août 2003, p. 5.

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

Le mythe de l'entrepreneuriat contre l'État : l'exemple de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Par **Pierre-André Julien**, Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières

L'idéologie néo-libérale remise à la mode sous les régimes de Reagan aux États-Unis et Thatcher en Angleterre continue à attirer nos gouvernements malgré plusieurs échecs patents tels le dernier en date, le grand black-out du milieu d'août dernier dans l'Est de l'Amérique à cause justement de l'application de cette idéologie avec les privatisations effrénées des dernières décennies. Ainsi, M. Charest, dans son discours inaugural à l'Assemblée nationale, affirmait qu'il fallait que le Québec mette maintenant l'accent sur l'entrepreneuriat privé plutôt que se fier à l'État. Pourtant, l'entrepreneuriat, qu'on le veuille ou non, est un phénomène collectif qui ne peut se passer de l'État national et local, comme on le voit depuis près de vingt ans au Centre-du-Québec et plus récemment en Mauricie.

Rappelons qu'il y a différents types d'entrepreneuriat. Celui-ci relève d'abord de la création d'entreprises, mais aussi du changement régulier dans les entreprises existantes. Une entreprise crée il y a plusieurs années qui n'a pas introduit de nouveaux produits et de nouvelles façons de faire maintient peut-être des emplois, mais ne participe pas au mouvement socio-économique qui permet à la société d'évoluer. Mais, même parmi les entreprises qui innovent, la plupart le font en réaction, après que d'autres les aient systématiquement précédées pour se distinguer et répondre ainsi aux concurrences nationale et internationale.

Si on enlève les 50 % des nouvelles firmes qui disparaissent dans les cinq premières années d'existence ou les 70 % après dix ans, et si on ne tient pas compte de ces entreprises conservatri-

ces qui changent peu, il ne reste qu'environ 10 % à 15 % de firmes qu'on peut réellement appeler particulièrement entrepreneuriales. Ce sont ces entreprises qui constituent le fer de lance de l'économie; elles sont responsables de la plupart des nouveaux emplois permanents et de la transformation des régions les abritant tout en profitant du dynamisme du milieu régional.

Pour être plus clair, on peut multiplier dans une région les dépanneurs, les salons de coiffure, les petits ateliers d'usinage, les imprimeries de faire-part ou de cartes professionnelles, etc., sans que ces entreprises se développent rapidement, se transforment et puissent ainsi être considérées comme porteuses d'entrepreneuriat mêmes si elles maintiennent les bases de l'emploi et sont fort utiles.

Et la taille et la région n'ont rien à y faire. On trouve de grandes entreprises dans plusieurs régions au Québec qui disposent encore d'équipements mis en place dans la première moitié du XX^e siècle et dont le niveau de bureaucratie n'a rien à envier à certains services gouvernementaux très conservateurs. On trouve aussi un peu partout des entreprises de toutes tailles qui en sont encore au taylorisme de la première moitié du dernier siècle et par lesquelles les patrons continuent à considérer les employés comme de simples exécutants interchangeables. C'est ce qui a entraîné d'ailleurs la fermeture de la plupart des grandes entreprises dans les deux régions mentionnées, notamment celles basées sur le textile et le vêtement dans le Centre-du-Québec, alors que pourtant cette industrie se porte très bien à Montréal avec sa conversion vers le haut de

gamme et ainsi l'innovation systématique, ou l'industrie chimique et des pâtes et papier en Mauricie alors que plusieurs usines se sont développées ailleurs et que celles qui restent se sont modernisées systématiquement¹.

Nous travaillons à la Chaire Bombardier avec des PME, comme Mégatech à Grand-Mère ou CVTech et Soucy International à Drummondville qui renouvellent systématiquement leurs équipements, qui innovent régulièrement avec l'aide de leurs employés et qui, finalement, doublent le nombre de ces derniers à tous les cinq ou dix ans. Comme l'a montré l'étude internationale récente de l'OCDE, on trouve une forte relation entre la présence de ces entreprises à forte croissance et le dynamisme régional². Les régions les plus dynamiques au Québec ont plus de 10 % ou 15 % de leurs entreprises qu'on peut considérer comme ces *gazelles* alors que celles les plus à la traîne en ont moins de 5 %. C'est le cas de six MRC du Centre-du-Québec [telles celles de l'Érable (16,4 % des entreprises manufacturières de 10 à 199 employés ont doublé leurs emplois de 1996 à 2001), Arthabaska (15,5 %), Drummond (14,5 %)] et de la Mauricie [le Haut-Saint-Maurice (20 %), le Centre-de-la-Mauricie (13,2 %) et Maskinongé (11,1 %)]³. Or, si ces entreprises sont la force motrice des régions, elles profitent du milieu régional, notamment des réseaux qui génèrent systématiquement de l'information riche stimulant l'innovation et favorisant leur distinction et ainsi leur compétitivité.



Pierre-André Julien

En effet, l'entrepreneur est une personne sociale. Il provient d'une famille (parents, tantes, grand-père...) qui lui a fourni dans son enfance, avec l'école, ses repères pour appréhender la réalité et qui lui a donné des modèles sur comment agir pour trouver les ressources nécessaires à cette création. Il est aidé par l'organisation qu'il met sur pied et qui le complète grâce au savoir et savoir-faire des employés. Cette organisation provient des ressources fournies souvent à faible coût par la région, comme un entrepôt, de la main-d'œuvre spécialisée, du capital financier de proximité avant tout à base de réputation et de recommandations, des informations sur les fournisseurs et distributeurs potentiels, etc. C'est ce qu'on appelle le *capital social* d'un milieu régional qui est aussi sinon plus important que le capital financier, mais qui demande en retour de la réciprocité, des intérêts au même titre que ce capital financier, c'est-à-dire de l'implication dans la région. Le milieu régional favorise le développement des réseaux personnels et d'affaires qui permettent de *conforter* les entrepreneurs dans leur développement (et ainsi de diminuer l'incertitude inhérente à toute action économique). Le milieu permet surtout d'obtenir de l'information sur comment mieux réussir ce développement. Il fournit aussi des liens avec des sources d'information nouvelle (par exemple, avec les collègues et les universités) et l'évaluation de cette information qui constitue la source même de l'innovation systématique. Le milieu régional ou le capital social peuvent toutefois être porteurs de conformisme, de conservatisme. Par exemple, j'ai entendu dans mon village d'adoption des citoyens critiquer le fait qu'un jeune veuille aller à l'université en l'accusant « de vouloir ainsi leur passer par-dessus la tête ». Dans une conférence à Trois-Rivières il y a plusieurs années, j'avais reproché aux élites de continuer à accepter les guerres de clochers entre les trois villes sœurs particulièrement destructrices pour l'économie locale, guerres heureusement terminées si les défusions ne les remettent pas à la mode.

Autrement dit, le dynamisme des entrepreneurs est fonction du dynamisme ré-

gional et réciproquement. Dans les régions où le milieu est peu dynamique, on va toujours trouver des entrepreneurs qui ne sont finalement que des gestionnaires sans capacité de changement important. C'est la qualité des intervenants en région et de ses réseaux qui facilite le développement des *gazelles* et soutient leur dynamisme en fournissant idées nouvelles, ressources complémentaires et enfin enthousiasme pour innover.

L'État central doit jouer un rôle dans ce dynamisme, par exemple en soutenant l'innovation par divers programmes d'aide et en développant les collèges et les universités pour une meilleure formation des employés et des dirigeants d'entreprise, mais aussi en aidant les chercheurs à travailler avec les industriels dans des réseaux complexes⁴. L'État local, les autorités municipales mais aussi les regroupements de citoyens dans les CLD, ont pour première tâche de développer et de soutenir un capital social dynamique. Ils doivent le faire en aidant à la création de petites firmes à fort potentiel de développement, en multipliant les réseaux innovateurs et en développant ainsi ce que le grand économiste Alfred Marshall appelait déjà en 1919 une « atmosphère industrielle » appartenant à tous et diminuant les contraintes avant tout « dans la tête » des futurs ou des entrepreneurs actuels. C'est la dynamique qui semble bien fonctionner à Drummondville avec une mairie particulièrement dynamique de ce côté depuis de nombreuses années. C'est l'esprit qui a présidé au premier grand sommet régional au Québec, soit celui de 1983 à Trois-Rivières, et qui commence à donner de nombreux fruits puisque, par exemple, la MRC de Francheville qui ne comptait que 5 % de gazelles en 1996 en compte près de 9 % en 2001⁵.

Évidemment, l'État a un autre rôle, soit celui d'assurer l'équité, le respect des normes environnementales, les activités sociales et culturelles, etc. L'entrepreneuriat, ce n'est pas uniquement des usines et des machines, c'est aussi des loisirs, de la verdure, de la culture, ou finalement une atmosphère propice à la création et au développement de savoirs. Témoins, les études ré-

centes qui montrent qu'offrir de l'emploi ne suffit pas à retenir les jeunes dans les régions; il faut aussi la diversité de services et les activités socio-culturelles pour ces derniers généralement hautement scolarisés, tel le Festival de la poésie à Trois-Rivières ou celui mondial du folklore à Drummondville.

Opposer ainsi l'État à l'entrepreneuriat, c'est croire à une théorie du chacun pour soi héritée du XVIII^e siècle et basée sur une éthique protestante qui n'a probablement jamais existé. C'est surtout ne pas comprendre comment fonctionnent les entreprises, notamment les plus dynamiques, qui ont besoin de cette main-d'œuvre spécialisée, de services de transport et de distribution complexes et de liens avec les centres de recherche et de formation avancés. C'est oublier que l'État national et local sont des acteurs essentiels dans le développement du savoir et du savoir-faire à la base du dynamisme entrepreneurial et finalement du développement de tout le Québec. Oublier cela, c'est freiner le dynamisme, par exemple des deux régions, qui a été si difficile à mettre en branle et qui donne maintenant ses fruits, dynamisme toutefois encore fragile et qui serait trop facile à détruire si on n'y prend pas garde. ■■■

¹ Par exemple, l'usine de la Domtar à Trois-Rivières perdait systématiquement de l'argent jusqu'au temps que la famille Krueger l'achète, la modernise et fasse suffisamment de profits pour même racheter la vieille usine Wayagamak pour faire la même chose. Il en est de même de la vieille usine de Kingsey-Fall que la famille Lemaire a modernisé au point de racheter par la suite des dizaines d'usines au Québec et dans le monde pour construire l'empire Cascade que l'on connaît.

² Le lecteur intéressé pourra lire *Les PME à forte croissance. L'exemple de 17 gazelles dans 8 régions du Québec*, sous la direction de P.A. Julien, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2002.

³ Source : nos calculs à la Chaire Bombardier à partir de nos banques de données.

⁴ Malheureusement, des rumeurs de plus en plus persistantes annoncent des coupures très importantes notamment dans le soutien de la recherche dans les collèges et les universités.

⁵ Et des trois MRC de la Mauricie, les données pour 1990-1996 donnaient 0 % pour le Haut-Saint-Maurice, 4,9 % pour le Centre-de-la-Mauricie, mais 16,1 % pour Maskinongé.

RÉFLEXION

par André Dontigny,

Directeur régional de santé publique

Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Réseau de santé publique et développement social : des efforts convergents

Dans le numéro précédent de Développement social consacré à Montréal (juin 2003), François Thérien a fait état de la contribution de la Direction de santé publique de Montréal-Centre aux démarches montréalaises en matière de développement social. Puisque M. Thérien illustre clairement dans cet article la nature et la légitimité des interventions d'une direction de santé publique à l'égard du développement social, je ne reviendrai que brièvement sur certains aspects et vous livrerai dans ce texte quelques réflexions qui débordent parfois du cadre plus précis de la contribution professionnelle attendue d'une direction de santé publique régionale.

Ma responsabilité, en tant que directeur de santé publique, s'exerce dans le cadre légal récemment modifié par l'adoption à l'automne 2001 de la nouvelle *Loi sur la santé publique*. Rappelons que cette loi est venue confirmer, mettre à jour et renforcer l'action de santé publique pour protéger la population en situation de menace, pour surveiller l'état de santé de la population et en suivre l'évolution et assurer la contribution nationale, régionale et locale du réseau de la santé en matière de prévention et de promotion de la santé.

Dans les suites de cette loi, le *Programme national de santé publique 2003-2012* a été adopté en 2002. Ce programme assoit notamment la légitimité du réseau de la santé et des services sociaux d'agir en développement social avec un ensemble d'acteurs. Et je me permets d'insister : cette légitimité d'action de la santé publique ne trouve son sens dans le contexte québécois qu'en agissant en lien étroit avec les autres acteurs locaux, régionaux, et nationaux dont la contribution est essentielle.

Dans les articles de ce numéro, vous serez à même d'apprécier l'avancement, les réussites et les difficultés des démarches de développement en cours dans la région sociosanitaire Mauricie-Centre-du-Québec.

Mais dans toutes ces démarches, en filigrane ou de façon explicite, on retrouve cette volonté de participer à un développement cohérent, à la nécessité de plus en plus partagée de voir converger des objectifs sociaux, économiques, environnementaux et de santé au bénéfice de l'ensemble de la population, sans « laissés-pour-compte ».

Alors que je m'apprêtais à terminer cette contribution au bulletin, j'ai parcouru le cahier spécial du journal *Le Devoir* du 13-14 septembre dernier portant sur l'altermondialisation. On y fait notamment état d'initiatives de développement social et d'« économies solidaires » au Brésil, au Mali, au Pérou et des liens entre des gouvernements locaux des pays du Nord et du Sud. Je me plais à penser que la diffusion de ces expériences de mise en réseau des acteurs, de plus en plus facilitée par les moyens de communication moderne, pourra contribuer au développement et à la réduction des inégalités sociales et économiques, deux facteurs déterminants majeurs pour la santé des populations.

En ce qui concerne plus particulièrement la contribution du réseau de la santé et des services sociaux dans notre région, nous sommes présentement en voie de finaliser le plan d'action régional de santé publique où cinq cibles prioritaires régionales ont été identifiées, en conformité avec le *Programme national de santé publique* et en cohérence avec des initiatives en cours sur le territoire depuis quelques années. Parmi celles-ci, on retrouve le développement social et des communautés, le développement des enfants et des jeunes et la réduction de la mortalité évitable et des incapacités (maladies chroniques, traumatismes non intentionnels et suicide). J'insiste particulièrement sur ces cibles car elles sont interreliées. En effet, le développement des enfants et des jeunes (et la réduction des problèmes sociaux et de santé les affectant) est tributaire de la réduction des inégalités socioéconomiques et de la création de milieux de vie favorables. Ce

développement peut aussi contribuer de façon marquée à créer un contexte favorable à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie. Pensons, à titre d'exemple, à l'application de politiques en milieu scolaire permettant aux jeunes, issus ou non de milieux défavorisés, d'avoir accès à une alimentation saine ou favorisant la pratique régulière d'activités physiques. Pour donner à toutes les initiatives en cours ou à venir les conditions en assurant le succès, je crois sincèrement que le réseau de santé publique peut être contributif par la diffusion de l'information sociosanitaire qu'il analyse, par l'accessibilité à l'expertise nationale, régionale et locale en prévention et promotion de la santé dans le cadre des démarches intersectorielles ou par la participation à des projets évaluatifs répondant aux besoins des milieux.

Je terminerai sur une petite note personnelle : avant d'être un « directeur de santé publique », je suis un citoyen et un père de famille plutôt privilégiée et qui a la chance de « s'occuper » de quatre jeunes énergiques et en santé. Mon action ne peut être dissociée de ce contexte de vie. En somme, je me réjouis parfois à la pensée que ma contribution, tant dans la sphère professionnelle qu'à l'extérieur de celle-ci, peut permettre d'ajouter quelques pierres à cet édifice que l'on souhaite tous construire, soit celui d'un monde meilleur, plus juste, plus solidaire, évidemment plus en santé. Et malgré les difficultés, je suis convaincu qu'avec un peu de volonté, ensemble nous pourrions y arriver. Je pense souvent à ces mots de Barbara Kingsolver, auteure américaine : « Je suis optimiste, je n'ai pas le choix, j'ai des enfants ». ■■■



André Dontigny

Deux régions, deux dynamiques socio-sanitaires...

Par Yves Pepin, Groupe Vigie qualité des services, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

La Mauricie : Une région en décroissance démographique...

La population de la Mauricie s'élève à 262 157 habitants en 2003. Près des deux tiers de la population se concentrent dans des agglomérations urbaines. On retrouve aussi une importante population autochtone dans la MRC du Haut-Saint-Maurice. Malgré sa dynamique urbaine, la région est en décroissance démographique, les effectifs de population ayant chuté de 1,2 % depuis 1993. Cette décroissance n'est pas uniforme sur le territoire, ainsi l'agglomération de Trois-Rivières connaît encore une croissance de sa population. La région connaît un taux d'accroissement naturel (naissance – décès) quasiment nul (-0,1 pour 1000) et à cette stagnation s'ajoute un déficit migratoire non compensé par une faible immigration internationale (1,2 % de la population).

Aux prises avec un certain vieillissement de la population...

Cette décroissance des effectifs a évidemment des conséquences sur le vieillissement du territoire. Déjà, la région voit sa proportion de 65 ans et plus être supérieure à celle du Québec (16,5 % contre 13,3 %) et cette situation est encore appelée à s'accroître puisqu'on estime qu'en 2013 la région comptera 21,1 % de 65 ans et plus contre 16,9 % pour le Québec.

Une fécondité inférieure et une surmortalité chez les hommes...

Sur le plan de la natalité, la Mauricie se signale par un indice de fécondité inférieur à celui du Québec (1,38 contre 1,49 enfant par femme) accentuant ainsi la décroissance de la population. Toutefois, la fécondité de la MRC du Haut-Saint-Maurice se rapproche du seuil de remplacement des générations compte tenu de sa population amérindienne. Par ailleurs, au chapitre de la mortalité, si les femmes de la région connaissent une sous-mortalité (491 pour 100 000) comparativement aux Québécoises (508 pour 100 000), les hommes se distinguent par une surmortalité (912 contre 872 pour 100 000) attribuable particulièrement aux traumatismes non intentionnels

et aux suicides. L'espérance de vie de ces derniers en est affectée à la baisse (74,1 contre 74,9 ans).

Un nombre supérieur de familles monoparentales...

La région compte 43 145 familles avec enfants. Sur ce nombre, 29 310 familles comptent au moins un enfant de moins de 18 ans. Il est à noter qu'en Mauricie une famille avec enfant mineur sur quatre (25,2 %) est en situation de monoparentalité (soit 7 390 familles) ce qui est supérieur à la moyenne provinciale (22,7 %).

Un taux d'inoccupation supérieur...

Le taux d'inoccupation de la région demeure supérieur à celui du Québec (48,3 % contre 41,1 %). Cet écart important se retrouve tant chez les hommes (41,1 % contre 35,1 %) que chez les femmes (55,0 % contre 46,8 %). Par ailleurs, le taux de chômage y est aussi plus important (10,2 % contre 8,2 %) et ce, pour les deux sexes. En ce qui a trait à l'assistance-emploi, la région se démarque du Québec par une proportion de 12,0 % de prestataires parmi les moins de 65 ans contre 8,7 % pour la province.

Une population moins scolarisée

Au chapitre de la scolarité, on constate que 33,9 % de la population de 15 ans et plus n'a pas de certificat d'études secondaires contre 31,7 % pour le Québec. De même, 18 % ont moins de 9 ans de scolarité contre 15,9 % au Québec. Cette situation est fortement tributaire de la situation observée chez les plus âgés. En effet, la proportion de 15-24 ans qui ne sont pas aux études s'approche de la proportion québécoise (32,2 % contre 33,2 %). En outre, 19,7 % de la population de 20-44 ans n'a pas de certificat d'études secondaires comparative-

ment à 18,2 % pour le Québec. Le caractère plus urbanisé de la région favorise ces écarts moins marqués avec le Québec.

Un revenu moyen inférieur...

On constate que 6,2 % des 15 ans et plus ne disposent pas d'un revenu (5,6 % au Québec). Toutefois, pour les revenus d'emploi l'écart est autrement plus important puisque 41,2 % des 15 ans et plus n'ont pas de revenus d'emploi contre 34,6 % au Québec. À cet égard, 18,5 % de revenu total en région provient de transferts gouvernementaux contre 13,9 % au Québec. Le revenu moyen en région reste inférieur à celui du Québec (29 956 \$ contre 33 117 \$ chez les hommes et 17 970 \$ contre 21 286 \$ chez les femmes) cet écart est en partie tributaire des revenus moyens d'emploi moindres en région (31 710 \$ contre 34 705 \$ chez les hommes et 19 856 \$ contre 23 282 \$ chez les femmes). Le revenu des familles et des ménages est affecté par cette situation.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de l'agglomération urbaine, qui affecte à la hausse le coût de la vie, on constate que le pourcentage de personnes résidant au sein de ménages sous le seuil de faible revenu y est supérieur à celui du Québec (19,3 %).

Le Centre-du-Québec : Une croissance démographique supérieure à celle du Québec...

Le Centre-du-Québec compte 225 437 habitants en 2003. La croissance démographique y a été plus importante que celle du Québec



Yves Pepin



Catherine Hallé

de 1993 à 2003 (4,9 % contre 3,8 % pour le Québec). Toutefois, cette croissance n'est pas uniforme sur l'ensemble du territoire, les MRC de Drummond et d'Arthabaska demeurent les seules véritables bénéficiaires de cet accroissement. Les effectifs des autres MRC ayant décliné ou peu progressé. Le taux d'accroissement naturel (naissances – les décès) de 2,5 pour 1000 reste, toutefois, inférieur à celui du Québec (3,2 pour 1000). Les mouvements migratoires infraprovinciaux contribuent à la croissance de la population. Cependant, l'impact des migrations internationales est marginal dans la croissance régionale (1,8 % de la population).

Un vieillissement moins rapide...

La région compte 13,7 % de personnes de 65 ans et plus soit une valeur se rapprochant de celle du Québec (13,3 %). Il est à noter que la croissance plus importante de la population de la région a comme conséquence d'entraîner un vieillissement moins rapide de sa population comparativement à d'autres régions (on estime que le Centre-du-Québec comptera 17,4 % de 65 ans et plus en 2013).

Une espérance de vie chez les hommes plus faible...

Au chapitre de la natalité, le Centre-du-Québec connaît une fécondité bien en deçà du seuil de remplacement des générations (avec un indice de 1,63 enfant par femme), mais néanmoins supérieure à celle du Québec (1,49 enfant par femme). Par contre, en ce qui a trait à la mortalité, l'espérance de vie chez les hommes de ce territoire apparaît plus faible que la moyenne du Québec (74,2 ans contre 74,9 ans). Les taux de mortalité des hommes sont d'ailleurs plus élevés que ceux du Québec (892 contre 872 pour 100 000). La mortalité par traumatismes non intentionnels (notamment les accidents routiers) et par suicide contribue fortement à cet écart.

Une proportion plus faible de familles monoparentales....

On retrouve dans la région 37 640 familles avec enfants. Là-dessus, on compte 26 955 familles avec enfants mineurs (43,8 % des familles de recensement) et sur ce nombre 5 385 sont monoparentales. À cet égard, la région connaît une plus faible proportion de familles monoparentales parmi celles avec enfants mineurs (20 %) que pour l'ensemble du Québec (22,7 %).

Un taux de chômage inférieur...

Le taux d'inoccupation de 40,1 % ne s'éloigne guère de celui du Québec (41,1 %). Ce

faible écart au profit de la région découle de la situation observée chez les hommes qui connaissent un taux d'inoccupation de 33,1 % contre 35,1 % pour le Québec. L'écart entre les femmes de la région et l'ensemble du Québec est de faible importance (47,1 % contre 46,8 %). De plus, le taux de chômage y est moins élevé qu'au Québec (7,1 % contre 8,2 %). Par ailleurs, la région connaît une plus faible proportion de sa population de moins de 65 ans prestataire de l'assistance emploi (7,3 %) qu'au Québec (8,7 %).

Une scolarité inférieure

Au chapitre de la scolarité, la région conserve une proportion importante de sa population de 15 ans et plus avec un niveau d'études inférieur au certificat d'études secondaires, comparativement au Québec (37,9 % contre 31,7 %) ou ayant même moins de 9 ans de scolarité (20,0 % contre 15,9 %). Ces différences sont attribuables, en partie, à la situation prévalant chez les plus âgés. Toutefois, même chez les 20-44 ans, la proportion de la population n'ayant de certificat d'études secondaires reste plus importante qu'au Québec (22,9 % contre 18,2 %). De même, chez les 15-24

ans, 38,4 % des jeunes ne fréquentent pas l'école contrairement à 33,2 % pour l'ensemble du Québec.

Des revenus moyens inférieurs...

Parmi les 15 ans et plus, 5,6 % n'ont pas de revenus, ce pourcentage est similaire à celui du Québec. Il en est de même au chapitre des revenus d'emploi, où 34,4 % des 15 ans et plus de la région ne disposent pas d'un revenu d'emploi. Cependant, les revenus moyens demeurent inférieurs à ceux du Québec tant chez les hommes (28 868 \$ contre 33 117 \$) que chez les femmes (17 847 \$ contre 21 286 \$). Cette situation provient essentiellement des plus faibles revenus d'emplois qu'on y rencontre (24 696 \$ contre 29 385 \$). La structure des professions dans la région n'est pas étrangère à cet écart. De ce fait, il n'est pas surprenant de noter que les revenus des familles et des ménages connaissent des écarts marqués avec ceux du Québec. Évidemment, le fait de vivre en région a des conséquences sur les coûts de la vie. Ainsi, au dernier recensement 15,5 % de la population de la région se trouvait au sein de ménages sous le seuil de faible revenu, soit un pourcentage inférieur à celui du Québec. ■■■

Le soutien financier accordé aux organismes communautaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Au cours de l'exercice financier 2002-2003, le gouvernement du Québec a accordé un soutien financier de 251 549 820 \$ à l'ensemble des organismes communautaires du Québec. De cette somme, un montant de 11 614 967 \$ a été alloué à 179 organismes communautaires de la Mauricie et un montant de 10 498 047 \$ à 153 organismes communautaires du Centre-du-Québec. Les organismes

soutenus en appui à la mission globale de la Mauricie représentent 4,6 % des organismes soutenus par le gouvernement du Québec alors que sa population représente 3,5 % de la population québécoise. Les organismes du Centre-du-Québec représentent 3,9 %

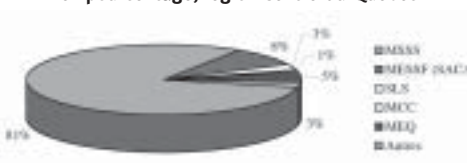
des organismes soutenus par Québec alors que la région compte pour 3 % de la population du Québec.

À l'instar de ce que l'on observe pour l'ensemble du Québec, les sommes allouées aux organismes communautaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec sont en grande partie dirigées vers le ministère de la Santé et des Services sociaux. Comme on peut le constater sur les graphiques 1 et 2, ces montants sont de l'ordre de 80 % pour les deux régions. Tant en Mauricie qu'au Centre-du-Québec, c'est le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille qui se voit accorder, en second lieu, les pourcentages les plus élevés avec, respectivement, 8 % et 12 % du total des montants régionaux. — Source : SACA

Soutien financier accordé selon différents ministères, en pourcentage, région Mauricie



Soutien financier accordé selon différents ministères, en pourcentage, région Centre-du-Québec



ministère de la Santé et des Services sociaux. Comme on peut le constater sur les graphiques 1 et 2, ces montants sont de l'ordre de 80 % pour les deux régions. Tant en Mauricie qu'au Centre-du-Québec, c'est le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille qui se voit accorder, en second lieu, les pourcentages les plus élevés avec, respectivement, 8 % et 12 % du total des montants régionaux. — Source : SACA

Revitalisation de quartiers et développement durable : des leçons à tirer?

Par Julie Fortier

Laboratoire de recherche en loisir et vie communautaire, Université du Québec à Trois-Rivières

Contexte de la démarche évaluative

En Mauricie et au Centre-du-Québec trois projets de développement local intégré et durable sont en œuvre depuis quelques années. À Trois-Rivières et à Shawinigan, ces projets portent sur la revitalisation de premiers quartiers et dans la MRC de l'Érable, il s'agit d'une démarche de développement du territoire axée sur le partenariat des principaux acteurs institutionnels. Dans tous les cas, la préoccupation de développement social et de concertation est au cœur de l'action. Dans les premiers quartiers, la participation publique et la prise en charge par les citoyens de leur milieu constituent des valeurs fondatrices.

À la demande d'un comité formé de représentants de plusieurs ministères et du Réseau Québécois Villes et Villages en Santé, avec le partenariat de la Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec, le Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'Université du Québec à Trois-Rivières a entamé à l'automne 2002 une démarche évaluative de ces projets fondée sur la méthode de l'évaluation « habitant »¹ qui se caractérise par l'interaction avec les acteurs pour faciliter leur appropriation des savoirs qui soutiennent le déploiement de leur programme d'action.

Objectifs de l'évaluation

Cette recherche poursuit deux principaux objectifs : 1) Fournir aux instances nationales et régionales des données relatives à la conduite des trois projets expérimentaux de telle sorte qu'elles puissent adapter de la meilleure manière leurs efforts de soutien à ces projets ainsi qu'à d'autres de même nature qui pourraient être entrepris ailleurs au Québec et 2) Contribuer au développement général des projets tout en leur permettant d'ajuster leur cheminement respectif à la lumière de connaissances utiles sur leur déploiement.

Quelques constats

Au terme d'une étude des documents divers relatifs aux projets, d'entrevues structurées et d'une première rétroaction auprès des acteurs des projets, il a été possible de dégager à la fois un bilan commun aux trois démarches et d'identifier des problématiques particulières à chacune.

D'entrée de jeu, nous avons remarqué que peu importe le degré de difficultés rencontrées dans le déploiement des projets, la majorité des participants se disent enthousiastes et espèrent une poursuite des activités. Ils reconnaissent également l'ensemble des bénéfices que peut leur rapporter un tel projet. Par bénéfices, on entend notamment la valeur de l'échange de l'information qui se fait lors des rencontres. Nous constatons aussi que la démarche de chacun des projets a été teintée par son groupe initiateur qui a eu une influence majeure sur leur orientation et leur déploiement.

Chacun des projets fait face, à un degré ou un autre, à des difficultés, presque classiques, reliées à la concertation des partenaires qui l'animent. La concertation demande des efforts et un haut degré d'engagement des partenaires envers les objectifs communs, malheureusement les silos existent toujours et obligent à des prudenances parfois improductives. La seconde phase de l'étude doit explorer, à la demande des acteurs des projets, la question du réseautage et la façon d'organiser la concertation et le partenariat.

Bien que les trois projets en soient à des phases différentes de développement, ils ont tous utilisé une méthode de travail similaire commençant par une prise de connaissance des besoins de la population et des acteurs. À Shawinigan comme à Trois-Rivières, on a posé un diagnostic par une enquête au porte-à-porte auprès de la population. Ces enquêtes ont éclairé un plan

d'action qui a été discuté publiquement lors de rencontres. À la MRC de l'Érable, la méthode de travail a été influencée par le pacte rural. Des chantiers de consultation ont été initiés et pilotés



Julie Fortier

d'avantage par certains partenaires et ont bénéficié au comité qui a élaboré un plan d'action en tenant compte des priorités établies lors de ces chantiers.

Quelques défis particuliers

Outre la question de l'organisation de la concertation dans le respect de certaines conditions critiques, la problématique de la mouvance du pouvoir des initiateurs vers les citoyens est importante. En effet, à Trois-Rivières et à Shawinigan, il se dégage un désir de voir les comités de quartier prendre plus d'initiatives dans le développement des projets de revitalisation alors que les comités de concertation plutôt inter institutionnels fondateurs se retirent complètement (Shawinigan) ou redéfinissent leur champ d'action (Trois-Rivières). Se pose aussi la question de la collaboration et des rôles propres des uns et des autres. Se pose de plus la question du type de soutien ou d'encadrement des comités citoyens. On se réfère ici à la question de « faire avec » comparativement au « faire pour ».

Dans un cas comme dans l'autre, la mobilisation des gens du quartier n'est pas chose facile. Comment encourager les gens à participer? Les motifs de mobilisation sont-ils les mêmes du côté de la population et du côté des promoteurs? La deuxième phase de l'étude devrait permettre d'y voir plus clair. ■■■

¹ Empowerment Evaluation

Centre-du-Québec : les acteurs de la région serrent les rangs autour de trois assises pour consolider le développement social

Par Réal Boisvert

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Créée en 1997, la région du Centre-du-Québec a participé, depuis le début, au mouvement national de réflexion et d'action portant sur le développement social. Elle était présente au Forum national de 1998 bien sûr, mais elle fut aussi hôtesse en février 1998 d'un important forum régional sous le thème de *La pauvreté, plus qu'une question de revenu*. Ce forum a donné le coup d'envoi à la mise sur pied, au printemps 2000, d'un comité régional en développement social d'où est issue une entente de collaboration, qui a elle-même donné lieu à l'élaboration d'un cadre de référence et d'un premier plan d'action destiné à soutenir la mobilisation régionale en matière de développement social. Un volet important de ce plan d'action touchait la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. À l'heure où ces lignes sont écrites, cette première entente est sur le point d'être reconduite. Elle réunira les efforts d'un nombre accru de partenaires en vue d'améliorer les conditions et les modes de vie des groupes et des territoires, particulièrement ceux qui se retrouvent en situation de précarité. Ses signataires sont : le Conseil régional de Concertation et de Développement du Centre-du-Québec, Centraide Centre-du-Québec, Emploi-Québec, Solidarité sociale, l'Office des personnes handicapées du Québec, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec et l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Évidemment, à l'instar de ce que l'on observe dans les autres régions du Québec, le contexte politique actuel n'est pas sans préoccuper les acteurs en développement social du Centre-du-Québec, ne serait-ce que parce qu'aucun engagement formel ne peut être pris par plusieurs partenaires de l'entente au-delà du 31 mars 2004. Cette incertitude relative n'inquiète pas outre mesure France Fradette, la coordonnatrice du comité régional. Fille de maire, élevée dans une famille de cinq enfants qui transformaient le repas du soir en assemblée délibérante, issue du milieu communautaire, formée en sciences humaines, elle a été plongée dedans alors qu'elle était toute petite, pourrait-on dire...

-Certains indicateurs sont encourageants, précise-t-elle. Par exemple, le comité minis-

ériel en développement social est maintenu. Il demeure au Conseil exécutif du gouvernement. Puis, ajoute-elle, quand c'est toute une région qui s'affirme et surtout, quand des centaines d'intervenants sont convaincus de l'utilité d'une démarche et sont plus résolus que jamais à passer à l'action, personne ne peut arrêter un tel mouvement.

Cela étant dit, toute déterminée qu'elle soit, France Fradette n'est cependant pas du genre à se laisser bercer par le confort des certitudes. Elle est bien placée pour voir que le développement social n'avance pas à coups d'évidences ou de formules toutes faites. Le développement social est un processus qui est en transformation constante. C'est un cheminement dont le rythme est variable. Si d'aucuns peuvent s'impatisser devant certaines lenteurs, elle leur répond : « *C'est justement le propre de l'action concertée que de tenir compte de l'avancement et de la compréhension de chacun. La beauté de l'affaire, c'est de faire en sorte que des partenaires, nullement mandatés pour cela, se réunissent, tiennent le coup, inventent de nouvelles façons de faire, transforment leur pratique, acceptent les critiques et consentent à l'erreur.* »

À ce jour le bilan du Centre-du-Québec est plutôt positif. En plus du cadre de référence et du plan d'action évoqués plus haut, la région s'est dotée d'un vaste portrait des problématiques qui la caractérisent au plan du développement social. Intitulé *Le Carrefour des défis, pour une région à dimension hu-*

maine, ce portrait s'intéresse aux familles, aux femmes, aux jeunes, aux aînés et aux personnes handicapées. Il porte sur les situations préoccupantes qui les concernent, comme le décrochage scolaire, la situation des jeunes enfants et leur famille en milieux défavorisés, la sous-scolarisation, les contraintes à l'emploi, le manque de logements sociaux, le fait de se retrouver dans une situation de monoparentalité et d'être en même temps bénéficiaire de l'aide sociale. Au total, 47 problématiques régionales ont été recensées. Chacune d'entre elles est enrichie d'une liste des interventions, des mesures ou des programmes qui permettent de s'y attaquer. Chacune des problématiques est également replacée dans le contexte des contraintes particulières qui se posent à elle avant d'être résolues.

Un autre avantage de la région passe par le dynamisme de ses communautés et de ses milieux de vie. Trois territoires de MRC sont actifs en matière de développement social : la MRC de l'Érable a mis sur pied une démarche intégrée de développement durable; la MRC de Nicolet-Yamaska a créé un comité Action-pauvreté qui s'inscrit dans la foulée du colloque sur la pauvreté ayant eu lieu à Nicolet au printemps 2002; la MRC de Drummond est bien en selle grâce aux travaux du Carrefour en développement social MRC Drummond.

Forte de ces acquis, la région s'est aussi donné, à l'occasion d'une rencontre régionale tenue en mai 2003, un comité régional élargi en développement social. Outre les signataires de la prochaine entente de collaboration, on y retrouve des représentants de chacun des territoires de MRC de la région, du mouvement des femmes, des groupes communautaires, de Centraide, des aînés, des jeunes et de la table des préfets. Au total, on comptera autour de la table 23 personnes. Ça fait beaucoup de monde... « *La région a l'habitude des structures de concertation qui s'appuient sur une participation large* », lance France Fradette. En effet, le CRCD-CQ est le seul CRD au Québec à avoir mis sur pied rien de moins que treize tables sectorielles pour préparer sa planification stratégique régionale !



France Fradette, Coordonnatrice du Comité régional en développement social Centre-du-Québec

Au menu de la rentée automnale du comité régional en développement social, on retrouve une proposition voulant que le développement social s'appuie pour les prochains mois sur trois assises : un mode de fonctionnement, la sélection d'une priorité de travail et un fonds de soutien en matière de développement social.

La question du mode de fonctionnement est incontournable. Elle concerne des dimensions tout aussi variées que le leadership, l'animation, la prise de décision, la division du travail, la planification des activités, etc. Parlant de fonctionnement, France Fradette rappelle qu'il s'agit de quelque chose qui ne se décrète pas. Fidèle en cela aux grands principes du développement social lui-même, la proposition qui sera présentée au comité mettra sur la participation des membres pour faire avancer les travaux. Elle s'inspirera également des valeurs qui sont à l'origine de la démarche régionale : transparence, équité, démocratie et respect.

La suggestion de retenir une priorité de travail parmi le lot des problématiques du *Carrefour des défis* est d'ordre pratique plutôt qu'idéologique. Elle s'inspire de cette idée que la volonté de passer à l'action n'a jamais autant de chances de réussite que lorsque des acteurs se mobilisent derrière un objet concret, pertinent et bien ciblé.

Enfin, dernière assise et non la moindre, le fonds de soutien à la réflexion et à l'action en matière de développement social. Pour la prochaine année l'entente de collaboration entre les partenaires du développement social du Centre-du-Québec a permis de dégager une somme de 283 000 \$. Une bonne partie de cette somme sera mise à la disposition des membres du comité régional. Voilà qui n'est pas rien. Car il n'est pas inutile de rappeler l'importance de compter sur des ressources pécuniaires significatives pour mener à bien un projet quelconque. Au surplus, ce sur quoi il faut insister ici, c'est que le fonds de soutien, en plus d'être substantiel, contient ce qu'on appelle dans le jargon des intervenants du développement social une part significative d'*argent libre*, c'est-à-dire un budget en bonne partie *dénormé*, non assujéti aux règles du fonctionnement dit par programme, une somme allouée aux membres du comité régional au seul motif de soutenir des projets du milieu en matière de développement social. À eux et à eux seuls de voir à son utilisation optimale...

« À nous tous maintenant de se relever les manches, conclut France Fradette, à nous de

nous démenier pour progresser vers la finalité du développement social au Centre-du-Québec.

Cette conclusion en forme de mot d'ordre va comme un gant au dynamisme et à la détermination de France Fradette. Il sert surtout parfaitement la finalité du développement

social régional, finalité qui consiste, rappelons-le, à mettre en œuvre la mobilisation de tous les acteurs et des organisations en vue d'en arriver à l'amélioration des conditions de vie des personnes et des communautés par la participation sociale des citoyens et des citoyennes et, particulièrement, ceux et celles qui sont en situation de précarité. ■■

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Vers une nouvelle gouvernance au Centre-du-Québec?

Par Raymond Bilodeau

Préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska, Vice-président de la région Centre-du-Québec

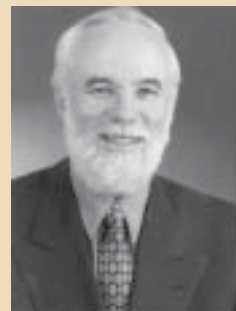
L'arrivée au pouvoir du parti libéral du Québec marquera le début de plusieurs changements de structures, nous dit-on, notamment en ce qui a trait à la gouvernance des régions.

Déjà au moment du Rendez-vous des régions, en décembre 2002, plusieurs milieux semblaient favoriser des organisations regroupant davantage les élus. De plus en plus souvent il était question d'imputabilité liée au mandat des élus. Certains milieux de MRC contestaient ouvertement la relative indépendance des CLD en matière de développement économique. Voilà pour le contexte provincial.

Au Centre-du-Québec, l'heure était au bilan en juin 2003. Après 5 ans d'existence, les différents partenaires réunis en assemblée générale, prirent l'orientation ferme de maintenir leur structure des dernières années qui privilégient un Conseil d'administration formé d'élus et de représentants de la société civile. Cette orientation fut prise même si le gouvernement du Québec avait déjà fait connaître sa préférence pour les CRÉ - Conférence régionale des élus. Le 16 septembre dernier, le président de la région, Maurice Richard, en tournée régionale s'exprimait ainsi : « *La composition de notre Conseil est un « mixt » honnête de gens élus et de gens non élus. Il est faux de prétendre que les gens de la société civile sont moins responsables et imputables parce qu'ils ne sont pas élus* » (Extrait du Courrier Sud, 21 septembre 2003).

Dans les faits, il ne s'agit pas seulement d'être imputable, il faut aussi être représentatif. A ce titre, toute personne élue par une collectivité ou mandatée par un organisme, acquiert une légi-

imité de siéger, de représenter et de prendre des décisions dans l'intérêt de la région. En 5 ans d'existence, la région Centre-du-Québec a récolté des réalisations autant de ses représentants de la société civile que des



Raymond Bilodeau

élus. Certains dossiers sont davantage venus des Tables sectorielles comme la nouvelle structure en matière culturelle ou la place faite aux femmes pendant que des initiatives étaient surtout portées par des élus telles la géomatique et le transport collectif. La plupart du temps cependant, le travail des uns et des autres se croisent en des résultats surprenants.

S'il fallait marquer des différences, j'ai remarqué que les élus ont tendance à proposer rapidement des encadrements ou à établir des échéanciers. Je les crois plus enclins à régler qu'à inspirer les contenus. Généralement, les représentants d'organismes sont porteurs de dossiers liés à un champ d'activités auquel ils attachent beaucoup d'importance. Leur inspiration et leur support sont significatifs pour la réalisation d'un projet.

Le Centre-du-Québec semble vouloir continuer de choisir le meilleur des deux mondes en misant sur la concertation des élus et des représentants de la société civile. Reste à souhaiter que le support gouvernemental permettra de garder une structure administrative adéquate pour gérer le fruit de cette concertation. ■■

Le POINT de vue

... de trois maires de municipalités qui font du développement social

Par Réal Boisvert

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Les municipalités de Nicolet, de Bécancour et de Plessisville comptent environ 10 000 personnes chacune. Ces trois municipalités se distinguent par le fait que leur territoire se situe en milieu rural tout en abritant, davantage à Nicolet et Plessisville et moins à Bécancour, un centre-ville où l'on retrouve une concentration significative de commerces et de services publics. Invités à donner leur vision du développement social, leur maire, Clément Dubois (Nicolet), Maurice Richard (Bécancour) et Jacques Martineau (Plessisville), parlent d'une même voix. D'entrée de jeu ils insistent sur un point : loin de se résorber avec le développement économique, la pauvreté persiste. Plus encore, malgré la prospérité relative qu'ont connue leur municipalité au cours des dernières années, les problèmes sociaux vont en s'accroissant. Comment expliquer ça ?



Maurice Richard

-C'est simple, disent les maires, les pauvres cherchent à habiter là où les services sont regroupés. Il suffit d'observer ce qui se passe à Montréal à Québec. Qu'on le veuille ou non nos municipalités sont aux prises avec les mêmes problématiques que l'on retrouve ailleurs, renchérissement-ils.

-Ce n'est pas tout, précise Maurice Richard. Contrairement à ce que veut la croyance populaire, la présence d'entreprises sur nos territoires n'est pas nécessairement synonyme d'apports monétaires importants. Les grandes cor-

porations surtout rechignent à payer des taxes. Et puis, pour attirer de nouvelles entreprises chez nous on est condamné à multiplier les avantages de toutes sortes. Terrains gratuits, exemptions diverses, services particuliers. Ça ne finit plus !

La pauvreté et les problèmes sociaux, comme une multitude de questions relatives à la vie en collectivité, s'inscrivent dans un contexte où les petites municipalités, selon leur maire, se retrouvent entre l'arbre et l'écorce. D'une part, le palier national resserre sans cesse leur marge de manœuvre, faisant basculer dans leur champ de juridiction des responsabilités jusque-là assumées par lui. D'autre part, ce même palier national se défile devant l'apparition de besoins émergents, en tout cas, il n'ajuste pas facilement le cadre juridique des municipalités aux réalités nouvelles. Au bout du compte, les municipalités sont coincées entre les exigences du gouvernement central dont elles dépendent, tout en étant la cible des demandes et des récriminations croissantes des citoyens. On est loin de l'époque où les villes ne s'occupaient que d'aqueduc, d'égout et de voirie !

Jacques Martineau donne l'exemple des services de loisir. « A-t-on une idée, dit-il, de la pression exercée sur les services municipaux par la tenue des journées pédagogiques et des semaines de relâche ? » Son collègue Maurice Richard ajoute qu'aujourd'hui les municipalités sont interpellées pour répondre à des questions aussi diverses que la fermeture d'une école de rang, l'implantation d'un réseau de fibres optiques, l'élimination de moisissures dans les maisons ou l'ouverture de lits de longue durée dans un CHSLD. « Les municipalités se retrouvent au cœur de transforma-

tions sociales dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur, précise le maire de Bécancour. Sous la poussée conjuguée de la retraite des bébés-boomers et du développement d'Internet,

c'est incroyable tout ce à quoi ont à faire face les municipalités. Du Wanabago accoté sur la clôture du voisin jusqu'aux petits commerces qui pullulent dans les sous-sol, la réglementation municipale est assaillie de toute part. Aujourd'hui, des demandes de services hier encore impensables et des plaintes sans nombre aboutissent à la mairie, pas ailleurs ... »

Clément Dubois reçoit l'assentiment de ses deux confrères lorsqu'il dit que les municipalités doivent de nos jours répondre aux besoins non pas de la population en général, mais à ceux en particulier des pauvres, des âgés, des étudiants, des handicapés, des écologistes, etc. « On ne s'en rend pas toujours compte, mais nous avons adapté les feux de circulation afin qu'ils permettent aux personnes âgées de traverser la rue en toute sécurité. Nous avons installé des signaux sonores aux intersections pour les non-voyants. Nous avons non seulement interdit les pesticides mais adopté une réglementation et déployé des moyens pour l'appliquer. Depuis la disparition de notre service de police au profit de la Sûreté du Québec, nous avons dû embaucher des agents inspecteurs pour faire respecter notre réglementation, des surveillants pour lutter contre le vandalisme dans les parcs, des travailleurs de rue pour aider les jeunes



Clément Dubois

aux prises avec des problèmes de drogue. Voilà autant de charges sociales additionnelles qui pèsent sur nos épaules sans que nous ayons toujours de moyens financiers équivalents pour y faire face... »

Dans le feu de la discussion un maire avance un chiffre qui n'est en rien contesté par les deux autres : « *Plus de 90 % des services que nous offrons à nos citoyens sont en réalité des services de développement social.* »

Pour faire face en partie à ces nouvelles réalités, le maire de Nicolet, pour un, rappelle que depuis son arrivée, les relations avec les instances de développement social se sont consolidées autour du Centre de développement communautaire. « *Un bijou!* » précise-t-il. Subventions et exemptions de taxes passent désormais par un interlocuteur unique, lequel se charge de faire la péréquation voulue avec les instances concernées. Voilà une bonne façon selon lui de reconnaître l'expertise des gens du milieu tout en misant sur leur créativité. Le maire de Princeville quant à lui participe activement aux travaux de la table sur le développement durable et intégré de la MRC de l'Érable. Dans cette foulée, ce n'est pas seulement Plessisville qui est préoccupée par la lutte contre la pauvreté et la mobilisation des communautés, ce sont les neuf municipalités de la MRC.

Une question se pose au passage. Si les maires s'intéressent tant au développement social, pourquoi voit-on si peu les élus lors des rencontres régionales, des

forums, des colloques ou des rencontres diverses consacrées à ce sujet ? La réponse vient un peu crue peut-être mais elle a le mérite de soulever de l'intérêt.

-Les élus ont sans doute le sentiment de perdre un peu leur temps et si tel est le cas, je les comprends, précise Maurice Richard, lui un habitué de la concertation régionale. Ils en font du développement social. Pourquoi iraient-ils s'asseoir avec des gens qui, de toute façon, le plus souvent leur reprochent de ne pas en faire assez, quand ce n'est pas pour leur imposer un nouveau dada ou leur demander une subvention quelconque ? Dans le fond, ce qu'un élu craint comme la peste, c'est de se faire imposer un besoin nouveau pour lequel il n'a pas de ressources à consentir.

Sur ce sujet, le maire de Nicolet donne l'exemple du transport collectif. Selon lui, les études ne coûtent rien, c'est Québec qui paye. Jusque-là tout va bien. Mais quand vient le temps d'appliquer des solutions on se tourne vers les municipalités. Ou encore les municipalités se voient confrontées à des propositions mur à mur et elles doivent acquitter la facture... La concertation n'est pas un processus à sens unique. « *Les maires fréquenteraient davantage les colloques s'ils y entendaient parler autant de solutions que de problèmes...* », dit Clément Dubois, devant le regard approbateur de Jacques Martineau et de Mauricie Richard.

En terminant, nous avons demandé aux maires de Nicolet, de Bécancour et de Plessisville des exemples de rêves ou de

réalisations qu'ils chérissaient au regard de l'amélioration des conditions de vie de leurs citoyens.

Le maire de Plessisville se lance le premier. Issu lui-même du milieu des loisirs, il a toujours été préoccupé par le fait que les jeunes démunis manquaient cruellement d'équipement pour s'adonner à leur sport favori. Il a donc réuni des intervenants d'origines sectorielles diverses. Il les a sensibilisés au problème. Il les a exhortés à trouver une so-



Jacques Martineau

lution. Mais dans son cas, le rêve s'est malheureusement buté à des chasses gardées. Un consensus n'a pu être établi. Jacques Martineau n'a pas désarmé pour autant. Certaines solutions ont pu être trouvées pour venir en aide aux jeunes défavorisés. Sauf que la concertation elle, elle a encore du chemin à faire. Beaucoup de chemin que Jacques Martineau n'a pas renoncé à parcourir... Faire progresser la concertation n'est plus pour lui un simple rêve mais une obsession !

Le maire de Bécancour n'est pas en reste. Au début des années soixante-dix, le gouvernement a mis à la disposition des municipalités un généreux programme de construction de HLM. Les élus d'alors, plutôt frileux, ne s'intéressaient guère à la chose. Lui y croyait tellement qu'il est arrivé à convaincre une majorité de citoyens elle-même en mesure de renverser la position des élus. Une fois les HLM construits, les citoyens de la municipalité ont fait de Maurice Richard leur nouveau maire. Comme quoi le développement du logement social n'a jamais effrayé personne !

Le maire de Nicolet, enfin, se décrit lui-même comme étant un développeur. Son rêve a donc toujours consisté à accommoder les gens qui foncent, qui créent de la richesse et des emplois. Il a donc créé un parc industriel qui s'enorgueillit d'être non seulement l'un des premiers de la région mais aussi l'un des plus dynamiques. Mission accomplie ! ■■■



C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

De Sainte-Morosité à Sainte-Joie-de-Vivre

Par Francyne Ducharme

Coordonnatrice, Table de concertation du mouvement des femmes, Centre-du-Québec

Quand je pense au développement social, la première image qui me vient en tête, ce sont des personnes. Des femmes et des hommes qui ont à cœur leur communauté. Le développement social c'est une affaire de personnes et de communauté. Des personnes soucieuses de leur qualité de vie mais aussi des communautés tout aussi soucieuses de leur offrir cette qualité de vie.

Le développement social c'est une petite communauté qui décide que tout peut changer et qu'elle peut trouver des solutions à ses problèmes.

C'est ce qui s'est passé pour Ste-Morosité, petite municipalité rurale située au coin de nulle part de 875 résidentEs. Une partie de la population vit de l'agriculture, une petite partie travaille à la culture des canneberges en période automnale, mais la majorité vit de prestations de la sécurité du revenu ou de l'assistance emploi. D'ailleurs la Régie régionale, lors d'une étude pour localiser les zones de pauvreté dans la région, l'a identifiée comme une paroisse fortement défavorisée.

L'hôtel de la municipalité, qui était autrefois le point de ralliement du village, est fermé. Le dépanneur est à vendre. L'école qui est jumelée à un autre village ne reçoit plus qu'une centaine d'enfants, la commission scolaire menace de la fermer. Les adolescentEs n'ont pas grand chose à faire. La SQ vient régulièrement faire son tour pour des signalements de violence, de vandalisme ou pour des méfaits quelconques. Les jeunes adultes quittent le village faute d'emploi et les personnes âgées quittent faute de services. Ste-Morosité porte bien son nom : personne n'y semble trouver la qualité de vie qu'il ou qu'elle recherche.

Mais pourtant, Ginette, Guy et Marie en ont plus qu'assez. Ils croient en leur village et ils veulent encore y vivre. Ils sont prêts à investir temps et énergie pour que les choses changent. Le groupe invite la population à une grande rencontre pour discuter de la situation, trouver des solutions et élaborer un plan d'action. Un comité de revitalisation appelé «les éclaireurs» est mis en place. En plus de Ginette et ses comparses, le comité est formé d'un marguillier, d'une conseillère municipale, de la responsable de l'AFEAS, d'une intervenante d'un organisme communautaire et du directeur de l'école, de l'agente rurale du CLD et l'organisateur communautaire du CLSC. Le conseil municipal prend en charge le comité et est prêt à leur accorder le soutien nécessaire: location de salle, photocopie, papeterie. Ensemble les membres seront responsables de la mise en place du plan d'action. : on veut un centre communautaire avec des activités rassembleuses, on veut créer de l'emploi dans le milieu, on veut garder les jeunes et les personnes âgées, on veut garder l'école, bref on veut revitaliser le milieu de vie

Après quelques années, les visiteurs et visiteuses qui viennent à Ste-Morosité ne reconnaissent plus le village. L'hôtel a été transformé en centre communautaire. On y retrouve une halte-garderie, des activités pour les adolescents; ils ont organisé une exposition de dessins ou des photos du village, une cuisine collective est organisée à chaque mois. Grâce à une subvention en économie sociale du CLD, le dépanneur est devenu une coopérative d'alimentation et un petit café ou des artistes de la région viennent donner des spectacles. L'école est devenue une école alternative et reçoit des enfants de plusieurs villages. Grâce au fonds pour l'initiative locale mis en place par le conseil municipal, la

chambre de commerce et la caisse populaire, des petites entreprises se sont implantées. La rue principale a changé de visage, on y retrouve une entreprise de fabrication de meubles antiques, d'élaboration de sites web, d'infographisme. Maintenant le village pourrait s'appeler Ste-Joie-De-Vivre. Ces petites actions ont augmenté la fierté des gens du village. D'ailleurs le village a gagné cette année le concours «villes et villages fleuris». Des jeunes familles s'installent. Les personnes âgées demeurent plus longtemps dans leur maison, etc.

Utopique, me direz-vous! Peut-être. Mais je n'en suis pas si sûre. Quand je vous parle de Ste-Joie-De-Vivre, je pense à St-Pierre Baptiste qui s'est mobilisé pour garder son école, je pense au Plateau Laval qui en mettant sa maison des familles en place a permis de diminuer considérablement les cas de violence et de vandalisme, je pense à Nicolet et Drummondville qui ont amorcé une démarche importante pour diminuer la pauvreté dans leur MRC. Je pense à toutes les entreprises d'économie sociale créatrices de plusieurs emplois. Je pense aux CIEL (centre d'initiative pour l'emploi local) implantés un peu partout dans la région dont l'objectif est d'aider des gens à créer ou maintenir leur petite entreprise. Je pense au projet « Ma place au soleil » à Drummondville qui s'adresse aux jeunes mères de famille pour les aider à compléter leurs études. Toutes ces initiatives sont du développement social et font partie de notre quotidien.

Ste-Joie-De-Vivre pourrait être n'importe où au Centre-du-Québec, au Québec et même partout dans le monde. En Europe par exemple, où la France vient d'adopter un plan d'action concernant la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Il y a tout le mouvement de Porto Alegre por-

teur d'une nouvelle façon d'aborder la mondialisation qui fait une place plus grande à la personne. Il y a les cuisines collectives du Pérou ou les cercles d'emprunt en Afrique. Notre démarche au Centre-du-Québec se situe dans tout ce courant mondial.

On peut se demander qu'est-ce qu'une démarche comme la nôtre peut apporter, par exemple, à Ste-Joie-De-Vivre. Tous et toutes ensemble, nous pouvons les aider dans leur réflexion mais surtout nous pouvons supporter leur action. Depuis 3 ans, le premier comité en développement social a vu aux étapes de pré-démarrage de la démarche : on pourrait dire qu'il a élaboré son « plan d'affaires ». Il a délimité son marché en rédigeant un cadre de référence, déterminé son produit en concoctant une offre de services et il a planifié ses différentes actions dans un plan d'action régional.

Maintenant «l'entreprise développement social» est prête à démarrer, mais il est primordial de le faire avec des partenaires. Pourquoi? Parce que le développement social de Ste-Joie-De-Vivre n'aurait jamais pu se faire sans l'apport de différents partenaires : municipal, organisations sociales, milieux religieux et scolaires, organisations communautaires, organismes de développement. Tout comme Ste-Joie-De-Vivre : c'est ensemble que nous allons établir la démarche pour qu'elle soit la plus connectée au milieu.

La Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec

(TCMFCQ) fait partie de la démarche presque depuis le début. Vous le savez peut-être, la Table vient de signer une entente de collaboration en condition féminine avec différents partenaires. Cette entente couvre trois volets : place des femmes dans les instances décisionnelles, le développement de l'entrepreneuriat féminin et la prise en compte de la réalité des femmes. Au départ, nous voulions aussi y intégrer des éléments en développement social mais nous avons préféré nous joindre au comité régional de développement social. Pourquoi avoir privilégié cette option?

Premièrement, le fait que c'était une démarche régionale nous semblait avantageuse pour plusieurs raisons :

- nous y avons une lecture plus globale de la réalité régionale;
- nous étions en contact avec tout ce qui se fait en région, c'était une façon d'avoir des antennes un peu partout;
- ça nous permettait d'avoir une action sur toute une région pour amener une cohérence entre les territoires évitant ainsi une disparité entre les MRC.

Deuxièmement, le fait que la démarche soit intersectorielle, comportait ces avantages :

- la mise en commun des expertises, des connaissances, des ressources et des outils;
- l'établissement de collaborations possibles avec des actrices et acteurs qui ne font pas partie de notre réseau naturel;

- l'arrimage de notre lecture de la réalité avec celle des autres pour bonifier la nôtre et mieux répondre aux besoins des femmes que nous desservons.

Pour la Table, la démarche s'arrime tout à fait à notre approche féministe. C'est :

- un outil pour permettre aux communautés et aux personnes de se prendre en charge pour l'amélioration des conditions de vie,
- une démarche que l'on fait avec les personnes concernées et non pas pour elles,
- un partage d'expertise,
- une collectivisation des solutions,
- et l'intégration d'une vision globale.

La TCMFCQ veut continuer parce qu'elle croit énormément à cette démarche, parce qu'elle est persuadée que tous et toutes ensemble nous pourrions faire la différence, celle qui compte. La démarche est aussi porteuse d'espoir parce qu'elle permet d'actualiser et d'intégrer dans le développement de notre région des principes et valeurs importants pour la Table de concertation, soit la justice sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances pour tous et toutes. C'est l'espoir et la croyance en un développement qui fait une large place aux personnes, à l'environnement, au développement durable et à la solidarité.

La région ne peut se passer du développement social tant les problématiques qui la caractérisent, loin de s'atténuer, dans plusieurs cas s'aggravent : pauvreté persistante, précarité d'emploi, décrochage scolaire, violence envers les femmes, négligence, détresse psychologique chez les jeunes.

D'ailleurs je vous invite à lire le Carrefour des défis où on retrouve les principales problématiques répertoriées par les intervenantes et intervenants. Vous verrez que nous avons du travail sur la planche. Il y a quelques Ste-Morosité dans la région mais il y a aussi des Ginette, Guy et Marie pour vouloir changer les choses, de notre côté, nous leur donnerons le POUVOIR de le faire.

Maintenant, c'est à vous de prendre la parole. Quel espoir portez-vous dans la démarche? Quels sont vos intérêts pour cette démarche? ■■■



Des projets, des actions...

En route vers une solution durable en transport collectif au Centre-du-Québec

Par **Caroline Dion**, Membre de la Table de concertation « *développement communautaire* », MRC de Bécancour
et **Michèle Doucet**, agente de développement, CRCD du Centre-du-Québec

Depuis quelques années, plusieurs organisations veulent contrer l'isolement des personnes n'ayant pas accès à des moyens de transport. Des comités locaux en transport collectif ont été mis sur pied dans chacun des territoires de MRC de la région. Ils réunissent des transporteurs, des élus municipaux, des organisations communautaires, des ministères et des institutions ainsi que des regroupements de personnes intéressées par la question. Ces comités locaux visent l'amélioration des conditions de vie de ces personnes n'ayant pas accès à des moyens de transport et voulant travailler, se former, se faire soigner, faire des courses, rendre des visites ou se divertir.

Motivés par la recherche de solutions durables et préoccupés par l'arrimage des services de transport collectif entre les territoires de MRC, les cinq comités locaux ont convenu de mettre en commun leurs efforts d'harmonisation et de développement des services de transport collectif. Réunis au sein d'un comité régional et soutenus par le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Centre-du-Québec, les membres de ce comité ont récemment accueilli les résultats d'une étude d'harmonisation et de développement des services de transport collectif comprenant l'identification précise des besoins de déplacement,

l'inventaire complet des modes de transport ainsi que des scénarios d'harmonisation et de développement détaillés.

Forts des résultats de l'étude, les comités locaux ont à relever le défi de l'opérationnalisation du projet. La prise en charge réelle du transport collectif ne sera possible qu'à la condition que la vaste mobilisation se poursuive et ce, bien avant que la structure administrative se définisse, que les

budgets s'élaborent ou que les demandes de modifications législatives s'amorcent. Les services de transport collectif ne pourront s'harmoniser et se développer qu'avec un ensemble de partenaires incontournables au projet. Ces partenaires ont à renouveler leur volonté et leur désir d'améliorer les conditions de vie des personnes vivant des problèmes de déplacement parce que l'accès à de tels services, donne une possibilité de plus, celle de demeurer là où on le veut. ■■

Garde estivale dans la MRC de l'Érable

Par **Christiane Lussier**, Agente de développement, Projet *Besoins de garde*

Intersectorialité

En 1994, les intervenants majeurs de la MRC de l'Érable offrant des services aux enfants décident de se regrouper en vue de concerter leurs actions : la Table des ressources enfance famille de l'Érable était née. Elle comporte aujourd'hui 16 membres représentant des Centres à la petite enfance (CPE), des organismes communautaires, le CLSC, la Commission scolaire, l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, une municipalité, le Centre de réadaptation Interval, le Centre de service en déficience intellectuelle et le Centre-Jeunesse.

Besoins

Afin de vérifier leur perception selon laquelle certains besoins de garde ne pouvaient être comblés adéquatement, les membres de la Table sondent en 2000-2001 plus de 1000 familles des 11 municipalités du territoire. Les enquêtes documentent l'ampleur des besoins : 60% des parents interrogés expriment leur désarroi face à la garde en été de leurs enfants d'âge scolaire. Ils déplorent l'arrêt de la garde en milieu scolaire durant l'été et le temps partiel des terrains de jeux.

qui vient bonifier la structure existante des terrains de jeux municipaux et qui y greffe un service de gardiennage. Un comité local est formé dans une municipalité en vue de réaliser un projet-pilote durant l'été 2002. Le bilan de ce premier camp de jour est positif : nombre d'inscriptions doublé, grande satisfaction des parents au niveau de la plage-horaire offerte, de la tarification et de la qualité des activités.

Année 2003 : Expansion et innovation

La Table invite ensuite les autres municipalités à prendre connaissance des résultats du projet-pilote. L'été 2003 voit l'addition de 3 nouveaux camps de jour dans la MRC, rejoignant plus de 300 enfants. Au cours de l'été, de nouveaux outils ont été développés, des services inédits ont été offerts (ex : repas chauds aux enfants le midi, intégration d'enfants avec handicap), des activités originales se sont ajoutées.

Forces et défis

Les forces de ce projet se résument à concerter, réseauter, innover, répondre aux besoins exprimés, procéder par étapes. Ses défis consisteront à adapter les camps de jour aux petites municipalités, à maintenir la qualité des services et à trouver le financement nécessaire à sa poursuite. ■■



Michèle Doucet et Caroline Dion

Année 2002 : Projet-pilote

La Table élabore une formule de camp de jour,

DOSSIER

Mauricie

Le développement social ne marque pas de pause!

Par Réal Boisvert,

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Le 18 mai 2000 quatre partenaires institutionnels de la Mauricie, soit le Conseil régional de développement de la Mauricie, le ministère des Régions, la Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec, le ministère de la Solidarité sociale et Emploi-Québec entérinaient une entente spécifique en développement social.

Cécile Thériault, coordonnatrice du Comité régional de développement social, instance mise sur pied par le Consortium pour le déploiement de l'entente, rappelle que dès le départ, il était clair que cette entente n'était surtout pas un nouveau programme. « *Ce dont la Mauricie a besoin c'est de s'inscrire dans la durée, ce n'est surtout pas d'inventer une nouvelle bête pour venir en aide au palier local* », précise-t-elle dans le langage coloré qui est le sien. Selon elle, la volonté des partenaires de l'entente passait par la volonté de maintenir le cap et de soutenir la continuité des efforts accomplis depuis le Forum de Grand-Mère de 1998. Il fallait travailler de concert avec les centaines de personnes qui faisaient et font encore de l'éducation populaire, œuvraient et oeuvrent toujours en sécurité alimentaire, en promotion de la santé, en formation ou en recherche. Il fallait également établir des rapprochements significatifs entre les Centres locaux d'emploi, les Centres locaux de développement, les municipalités, les CLSC, les CDC et certaines associations à mission plus économique.

Cette entente est arrivée à son terme en avril 2003. Elle a été renouvelée jusqu'au mois de mars 2004. La prochaine année s'avère particulièrement critique selon Cécile Thériault. « *En matière de mobilisation on ne peut pas se dire, on prend une pause puis on reviendra plus tard*, insiste-t-elle. *Si on arrête, on ne*

s'immobilise pas. On recule ! » Elle enchaîne : « *La lutte contre la pauvreté est un combat de tous les instants. Si on relâche la garde, les résultats de plusieurs années d'efforts peuvent être menacés. Le cas de la sécurité alimentaire par exemple est éloquent. Imaginons un temps d'arrêt. L'avenir de combien d'enfants pourrait être compromis* ».

Loin de s'arrêter en attendant de voir ce qui va advenir avec les CRD, les régies ou autres, les partenaires du développement social en Mauricie ont bien l'intention de resserrer les rangs. Deux cibles rapprochées apparaissent au plan d'action en développement social pour la prochaine année : 1) la consolidation et l'intensification de l'approche territoriale et 2) le resserrement de l'action concertée autour de projets communs. De l'avis de Cécile Thériault, ces deux cibles sont inséparables. L'action concertée est plus nécessaire que jamais tant les avancées de la mobilisation intersectorielle sont fragiles, et cette mobilisation, pour tenir le coup, doit

porter sur des préoccupations concrètes. En d'autres mots, le plan d'action des prochains mois consiste surtout à soutenir l'action locale sur l'ensemble du territoire de la Mauricie. Il verra à accompagner les milieux dans leur volonté de travailler ensemble, de consolider les actions de rapprochement avec les MRC et les Villes et de poursuivre les activités touchant des problématiques précises et ciblées.

Cécile Thériault n'est pas peu fière de l'existence de comités de concertation intersectoriels dans tous les territoires de MRC de la région. Chacun de ces comités a délégué une personne au sein d'un comité de coordination régional qui réunit également des représentants des partenaires de l'entente spécifique et de Centraide Mauricie. Ce comité est à la fois un carrefour, mais aussi un lieu de convergence et de mise à niveau des connaissances en matière de développement régional. Il assure également une cohérence dans le déploiement de certaines interventions comme dans les projets de transport en milieu rural, le



Cécile Thériault, au centre, en compagnie de deux collègues, Claude Jalbert et Manon Marineau

logement social et le fonds de développement social de Centraide Mauricie. Depuis trois ans, il en a vu passer des choses. La beauté de la chose c'est que, pour la part qui lui revient, chacun des territoires a réussi à focaliser son attention sur un projet précis, alors que le palier régional a privilégié les interventions ayant un effet intégrateur et mobilisant pour les milieux. Sur ce sujet, Cécile Thériault ne peut résister à la tentation de donner des exemples précis.

Quelques exemples de l'action dans les milieux

Au nord du territoire dans la MRC du Haut-Saint-Maurice les intervenants se sont entendus sur un mot d'ordre : haro sur les normes, en particulier dans le cas du transport en commun et de la formation adaptée pour les personnes éloignées du marché du travail. Ils se sont donc donné des moyens capables de briser cet obstacle à l'action intersectorielle, réussissant ainsi à mieux comprendre certains enjeux, à mettre en commun des ressources, à harmoniser des pratiques, à faire converger les efforts de chacun vers un véritable projet collectif. On comprendra l'importance de tels projets dans un pays où les distances, de la Tuque à Parent par exemple, ont de l'importance, pour le moins !

La population du territoire Des Chenaux, à l'est de la Mauricie, s'est inspirée de cet exemple pour tenter de développer le même type de projet, question de briser l'isolement des personnes et favoriser la participation sociale en matière d'emploi certes, mais aussi dans les domaines des loisirs et de la culture et de l'activité bénévole. Les organismes concertés se sont également dotés d'un répertoire commun de ressources afin d'intervenir de façon concertée sur les enjeux précis.

À Shawinigan, las de toujours recommencer à zéro avec des propositions nouvelles, les gens se sont entendus sur une nécessité à leurs yeux évidente : pour réussir en développement social, il faut prendre un projet à la fois. Ils ont donc consolidé leurs efforts autour d'un projet qui faisait consensus, un projet de revitalisation de deux quartiers qui, en plus d'être conforme aux besoins du

milieu, venait donner le signal que la détérioration de certains espaces sociaux causée par le déclin des grandes entreprises industrielles de la ville avait fait son temps.

Lucie Carrier nous parle plus loin dans ce bulletin du projet de revitalisation des quartiers Saint-Marc et Christ-Roi. Sur le territoire de la MRC de Mékinac, l'un des territoires les plus pauvres de la région, les acteurs du développement social ont pris en compte la délicate question de l'appariement entre les besoins des employeurs et la formation de la main d'œuvre. La clé du succès de cette opération réside dans l'accès au transport collectif. Le projet de la Corporation du transport adapté de Mékinac, décrit plus loin en est la preuve.

Dans Maskinongé, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion a pris la forme d'un vaste projet d'insertion par le travail, par l'école, par l'activité bénévole ou la participation citoyenne en général, pour aboutir à une proposition à la MRC d'un plan de développement social pour l'ensemble de ce territoire rural. Sur le territoire de la grande ville de Trois-Rivières, les projets de développement social se comptent en grand nombre. Pensons ici aux activités du groupe COMSEP et ÉCOF et à tout ce qui est généré par les nombreux organismes regroupés autour du Comité de lutte à la pauvreté pour une justice sociale et des projets de revitalisation initiés par ÉCOF. Sauf que, de l'avis de plusieurs, la concertation peut encore faire des progrès significatifs à Trois-Rivières. D'où la pertinence de créer une instance de concertation et de mobilisation regroupant les grands acteurs institutionnels et communautaires comme les CLSC Les Forges et Cloutier-Durivage, des représentants de la ville, de la Corporation de développement communautaire et autres partenaires concernés par le développement social. Tous se réjouissent bien sûr de la formation de ce nouveau comité de concertation en développement social sous l'égide de la nouvelle grande Ville de Trois-Rivières.

Du plain sur la planche pour la suite des choses

La mobilisation des acteurs et la concertation vont bon train dans les mi-

lieux locaux. Reste cependant beaucoup de pain sur la planche. Un Forum régional tenu à Shawinigan à l'hiver 2003 a permis de dresser une liste de considérations importantes à retenir pour resserrer encore davantage les éléments du plan d'action régional en développement social.

Les 250 participants à ce Forum ont insisté sur l'importance de reconduire l'entente de partenariat en développement social. À l'appui de cette volonté, les gens ont insisté sur la nécessité d'un leadership régional fort. Il faut, selon eux, être en mesure de créer un mouvement capable d'intégrer de façon durable des considérations sociales au développement régional. Car, de l'avis de tous, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ne peut être assurée par le seul développement économique. Avec un leadership régional fort en matière de développement social, la poursuite des efforts pour soutenir les milieux locaux sera ainsi assurée. Cécile Thériault ajoute : *« De façon plus immédiate, la reconduction de l'entente de partenariat va surtout permettre aux gens du milieu de continuer de s'échanger de l'information et de se concerter sur plusieurs aspects relatifs à leur développement. Ils vont aussi continuer d'avoir un accès plus facile à l'expertise que l'on retrouve au palier régional. »*

L'avenir de la Mauricie passe aussi, nous dit Cécile Thériault en régionaliste convaincue, par la cohérence des instances régionales. « *Toutefois, précise-t-elle, un régional cohérent devra s'appuyer de plus en plus sur une approche territoriale; les enjeux de bien-être sont liés à nos qualités de vie à l'échelle locale. Il s'agit de la santé, de l'économie, de la prévention de problèmes sociaux, de l'environnement et de la sécurité.* » Et cette cohérence vient de la transformation des pratiques, elle-même induite par une meilleure concertation, une plus grande participation citoyenne et par une vision des choses qui veut que les ressources régionales doivent avant tout être au service du bien commun. La boucle est bouclée ! ■■■

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

Condition féminine et développement social

Par Réal Boisvert,

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Cette table ronde a été lancée sans autre consigne que de demander si le fait d'être une femme induisait une autre façon de faire du développement social. Il n'en fallait pas plus pour que nous ne puissions plus placer un mot pendant les deux heures qui allaient suivre...

Les présentations

France Cormier est directrice générale du centre d'action bénévole de Shawinigan. Membre du comité de développement durable de la ville de Shawinigan, elle est une habituée de l'Université populaire d'été. Elle revient d'un séjour à Porto Alegre qui, si cela est possible, a accru son ardeur de militante et de féministe. Gaétane Tremblay se décrit avant tout comme étant une bénévole. Elle est membre du Conseil d'administration du Centre de santé de la vallée de la Batisca et elle est présidente de la table de concertation en développement social du territoire Des Chenaux.

Elle est aussi directrice de l'aménagement des jardins au Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap à Cap-de-la-Madeleine. Un détour en vaut la peine. Guylaine Asselin est organisatrice communautaire au Centre de santé de la Haute-Mauricie. Elle pilote de main de maître le dossier du transport collectif au sein du comité de développement social de MRC du Haut-Saint-Maurice. Sylvie Tardif fait partie de l'équipe du Centre d'organisation de services et d'éducation populaire (COMSEP) de Trois-Rivières depuis le tout début. Récemment, elle a été élue conseillère municipale du district Marie de l'Incarnation de la ville de Trois-Rivières. Lise Morissette est directrice du soutien aux opérations à la Direction régionale d'Emploi-Québec. Elle est membre du comité de suivi de l'entente spécifique en développement social de la Mauricie. On dit d'elle qu'elle a l'habitude de poser les bonnes questions...

À résultat égal, efforts supérieurs

Comme par hasard, c'est Lise Morissette qui brise la glace. Elle se réjouit d'entrée de jeu de la nomination récente de madame Madeleine Plamondon, figure emblématique de la protection des consommateurs en Mauricie, au poste de sénatrice. « *Je suis toujours très fière quand je vois une femme accéder à des fonctions importantes... même si cela vient couronner le fait que les femmes doivent travailler deux fois plus fort qu'un homme pour y arriver.* »

De l'avis général, cette affirmation est peut-être un lieu commun, mais elle explique bien des choses. C'est probablement ce trait particulier de la condition féminine qui fait que les femmes interviennent différemment des hommes dans plusieurs champs d'activité, dont le développement social. Parce qu'elles doivent travailler plus longtemps et avec plus d'acharnement pour réussir, elles développent assurément des réflexes ou des habitudes distincts de ceux des hommes. Ainsi, France Cormier fait observer qu'elle ne s'avance jamais devant un micro sans être préparée. Comme si, avoue-t-elle, les femmes portent, davantage que les hommes, le fardeau de la bonne conduite. Un homme ne s'encombre pas de ce genre de détail. Il craint rarement le jugement de ses pairs. Il fonce. S'il lui arrive de dire des inepties, au pire on dira de lui qu'au moins il n'a pas la langue dans sa poche. Ceci illustre à merveille le chemin qui reste à franchir pour accéder à l'égalité. « *Il y a des libertés que les femmes ne peuvent tout simplement pas s'autoriser... lance-t-elle. On revient de loin même s'il y a encore beaucoup de chemin à faire...* ». À l'appui de cette affirmation, elle rappelle de façon un peu ironique que bien sûr les femmes ont maintenant le droit



Rangée du bas : Lise Morissette, Sylvie Tardif, France Cormier. Rangée du haut : Guylaine Asselin, Réal Boisvert et Gaétane Tremblay

de vote et certainement plus personne ne conteste qu'elles aient une âme. Mais les femmes sont toujours plus pauvres que les hommes, toujours plus souvent mères monoparentales, toujours plus nombreuses à vieillir seules, etc.

Les valeurs du développement social

Parce que la condition féminine est ainsi faite, les femmes ont développé un humanisme et une sensibilité qui les caractérisent. « *Les femmes par exemple, ne travaillent pas pour mais avec les gens* », précise Sylvie Tardif. « *Les processus sont plus longs certes, estime-t-elle. Mais ils sont aussi plus transparents. Il y a également plus de place pour la reconnaissance et la gratitude parce qu'il y a davantage de nous que de je.* » Elle ajoute : « *Ce n'est pas tant le résultat qui compte que la manière d'y arriver. Ainsi c'est la manière dont les personnes prennent leur place qui détermine en grande partie comment elles se développent. Il faut mettre en pratique dans la vie de tous les jours cette leçon des choses. La participation est une donnée incontournable du développement social* ». France Cormier enchaîne avec l'idée que les notions de fête, de plaisir et de reconnaissance, telles que pratiquées dans l'éducation populaire autonome, peuvent rapporter tout autant que des approches plus conventionnelles. Sylvie Tardif renchérit et donne l'exemple des fêtes de quartier dans les paroisses les plus défavorisées de la ville. Elles ont donné, selon elle, le coup d'envoi à un vaste mouvement de fierté qui a lui-même stimulé la participation citoyenne. « *Au début les gars étaient sceptiques. Quoi? Une fête, c'est pas ça qui va nous amener des industries, disaient-ils... Et pourtant aujourd'hui les premiers quartiers de la ville tiennent annuellement une foire de l'emploi qui produit des résultats remarquables...* ».

France Cormier insiste sur ce dernier point. Selon elle, l'enjeu, en développement social comme ailleurs, consiste justement à faire reconnaître cette façon différente de faire... « *Certes, le respect, la compassion, l'entraide, la solidarité sont des valeurs universelles. Mais on dirait que les femmes ont plus de propension à les appliquer* ». Il est vrai qu'elle-même se sent, de son avis, plus

à l'aise en développement social qu'en développement économique où triomphent plutôt l'esprit de compétition, l'égoïsme et la froide rationalité compatible. « *De toute façon, lancent d'une même voix Lise Morissette, Guylaine Asselin et Gaétane Tremblay, il faut faire avancer les valeurs féministes et humanistes dans tous les types de développement, autant social qu'économique. Il faut que les femmes pénètrent tous les milieux.* »

La tournure de la discussion met en lumière le fait que les grandes catégories de valeurs qui sont discutées ici ne renvoient pas à deux mondes étanches. Bien sûr plusieurs femmes épousent des valeurs plus masculines. Il est vrai aussi que certaines d'entre elles adoptent parfois des conduites dites viriles pour servir leurs intérêts personnels. Mais l'inverse est aussi vrai. Tous les hommes ne sont pas des chevaliers d'industries, coupeurs de tête et cherche-profits. Pour le moins !

Guylaine Asselin se permet d'ouvrir sur ce sujet une parenthèse. Elle réfléchit tout haut à la question du pouvoir. Elle estime que les femmes ont compris depuis longtemps que le pouvoir dont un individu dispose, ça doit servir à aider les gens et non pas à s'aider soi-même. Cette distinction a le mérite de poser clairement les deux attitudes qui peuvent être adoptées en face du pouvoir. Ou bien on devient contrôlant et alors on a peur de perdre des avantages. Ou bien on est facilitateur, ce qui permet de redonner aux citoyens eux-mêmes ce que le pouvoir octroie à un individu en particulier. « *Ce qui compte, c'est que, lorsque les femmes s'aventurent dans des milieux traditionnellement masculins, elles tiennent bon. Qu'elles résistent. Que leur attitude consiste à mettre le pouvoir au service de leurs commettants et non pas au service d'elles-mêmes* », dit Guylaine Asselin.

Les moyens de ses politiques...

Sylvie Tardif fait valoir son expérience dans le milieu politique. Certains hommes ne comprennent pas toujours pourquoi elle agit comme elle le fait. Lise Morissette abonde dans le même sens. Les femmes qui occupent un poste de direction se font parfois reprocher leur

approche trop collectiviste. Il en va de même aussi dans le milieu pastoral, très dominé par la présence masculine, avoue Gaétane Tremblay. Comment faire alors pour tenir le cap ? Comment résister ? Comment arriver à construire un monde meilleur sur la base des valeurs auxquelles adhèrent la majorité des femmes et tous ceux qui font du développement social ?

« *On peut y arriver pour peu qu'on se donne des moyens et qu'on adopte des stratégies qui se sont avérées efficaces en développement social...* » affirme Sylvie Tardif. Elle-même, depuis qu'elle est conseillère municipale, a mis sur pied un comité de travail qui fait office aussi de groupe de soutien et qui lui sert de point d'ancrage dans les moments difficiles... « *C'est ainsi que les femmes peuvent cheminer dans le monde des hommes en demeurant telles qu'elles sont, avec leurs valeurs et leur intégrité* », lance, un peu comme on lance un cri du cœur, Gaétane Tremblay.

Plus que des bonbons, des fleurs ou des traitements de faveurs

Depuis la Marche des femmes et la vaste mobilisation du Collectif pour une loi pour éliminer la pauvreté, le mouvement féministe et le développement social sont passés, pourrait-on dire, en seconde vitesse. « *Les femmes ne se contentent plus maintenant de bonbon ou de petites faveurs. Il ne suffit plus, Dieu merci, d'inscrire leurs revendications dans la structure hiérarchique des instances décisionnelles en place, soit un petit poste à la condition féminine par-ci ou une responsable du développement social par-là. Ce que les femmes veulent maintenant, c'est une transformation significative des rapports sociaux. Si c'est possible à Porto Alegre de mettre à la disposition des citoyens des budgets gérés sur le mode participatif, je ne vois pas comment on ne pourrait pas le faire au Québec. Cet exemple prouve que l'égalité, le partage de la richesse et la participation citoyenne ça passe par des actions concrètes. Pas des formules vagues ou des énoncés vertueux...* » Parions que les femmes vont être très intéressées de voir jusqu'où va, sous ce rapport, le Plan d'action de lutte contre la pauvreté ! ■■

Le POINT de vue

... de quatre maires de municipalités qui font du développement social

Le mot-clé est « développement »

La nouvelle ville de Trois-Rivières a vu le jour le premier janvier 2002 et le développement social apparaissait déjà dans son certificat de naissance.

En fait, pour mes collègues du Conseil et pour moi-même, le mot-clé a toujours été « **développement** ». Cela veut dire développement **économique**, bien sûr, mais aussi **culturel** et **social**. La nouvelle Ville doit prospérer et progresser, mais sans laisser personne derrière elle.

Voilà pourquoi des gestes concrets ont été posés dès la mise en place de la nouvelle Ville et de ses corporations municipales :

- Le CLD est devenu la Société de développement économique et, ce faisant, il s'est chargé d'un volet « *développement social* ».
- Dès l'automne 2001, les premières entités à se fusionner ont été les Offices municipaux d'habitation; le nouvel Office regroupe 1 638 logements.
- Un Fonds du logement social a été créé et a profité d'une mise de départ de 400 000 \$; le Fonds est géré par un comité présidé par un conseiller municipal.
- Le colloque « *culture et pauvreté* » est venu rappeler aux villes qu'il est possible et nécessaire de rendre les arts accessibles; ville-hôtesse du colloque, Trois-Rivières en est ressortie avec des idées pour l'avenir, dont celle d'un « *médiateur culturel* », chargé de s'assurer de la dite accessibilité.
- La nouvelle Ville a largement subventionné des activités culturelles, afin que l'accès demeure ou bien gratuit, ou bien à prix populaire. Un exemple : l'International de l'art vocal, dont les spectacles seraient bien plus chers sans la contribution de la ville.
- La nouvelle Ville se préoccupe aussi d'offrir des avantages aux familles les plus pauvres, en proposant des cartes familiales pour le transport en commun et l'île St-Quentin.

Oui, le développement social est en tête de liste, dans l'agenda de la nouvelle Ville et il va le demeurer, parce que les problèmes sociaux sont récurrents et doivent faire l'objet d'une attention constante.

Ainsi, pour les prochains mois et les prochaines années, la nouvelle Ville entend maintenir et améliorer les services à caractère social. De plus, certains projets vont cheminer, tels que la rédaction d'une politique de la famille et le suivi à apporter au colloque « *culture et pauvreté* ».

Enfin, au nom de la démocratie, il est important que le milieu communautaire fasse

entendre sa voix au niveau des instances municipales, comme c'est le cas présentement. Le communautaire ne doit pas être une opposition, mais un partenaire, parce que nous cherchons tous à faire prospérer et progresser la nouvelle Ville. Plus que jamais, le mot-clé est « *développement* »! ■■■



Yves Lévesque, Maire de Trois-Rivières

Le développement social à Shawinigan

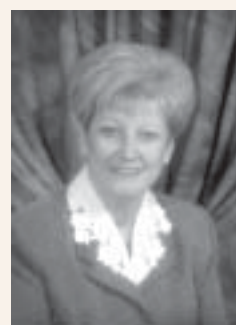
C'est avec beaucoup de plaisir que je profite de la tribune qui m'est offerte aujourd'hui pour partager avec vous ma vision ainsi que mon expérience en matière de développement social.

En tant que mairesse de la Ville de Shawinigan, je me sens grandement concernée et préoccupée par la qualité de vie de mes citoyennes et de mes citoyens et je privilégie, dans mon style de gestion, la participation active de la population.

Plus que jamais, il nous faut compter sur l'apport de tous les secteurs de la communauté face au grand défi qu'est le développement social local. Chacun des secteurs ainsi représentés, que ce soient les groupes de femmes, le milieu des aîné(es), les collectivités rurales, les jeunes et les intervenants communautaires, tous sont dorénavant partie prenante du développement du milieu.

Que l'on prenne ici, à titre d'exemple, le projet de « Revitalisation des quartiers Saint-Marc et Christ-Roi » qui a su regrouper autour d'une même table des représentants de tous les secteurs socioéconomiques, des milieux

communautaires, institutionnels, politiques, ainsi que « *monsieur et madame tout le monde* » pour décider ensemble des actions à prendre et à prioriser dans la collectivité et pour la collectivité.



Mme Lise Landry
Mairesse de Shawinigan

Cette première expérience est concluante et nous donne le goût de l'appliquer à d'autres quartiers de la ville.

Fort de cette nouvelle expertise, la Conseil de ville ainsi que le comité durable demeurent vigilants et conscients qu'ils mettent en place de nouvelles ramifications et qu'ils effectuent un travail de fond. Nous sommes aussi tous conscients qu'il faut du temps et de la persévérance pour implanter de nouveaux paradigmes et développer un réel sentiment d'appartenance de tous les citoyens et les citoyennes de Shawinigan. ■■■

Les multiples facettes du développement social

Chez nous, à Louiseville, le développement social est une sorte de coffre aux trésors dans lequel un peu tout le monde trouve son compte. Tout ce qu'on y puise vise le même objectif : augmenter la qualité de vie dans notre milieu.

Améliorer notre environnement fait partie du développement social. C'est pour quoi, il y a quelques années, la Ville a décidé de revoir le plan d'aménagement de la rue principale et de divers secteurs pour y intégrer de nombreuses aires de repos. Sous les bons soins d'une architecte paysager professionnelle, la Ville s'est transformée en un milieu beaucoup plus accueillant, aussi bien pour les personnes âgées que les parents avec jeunes enfants en poussettes.

Dans le même ordre d'idées, la Ville compte refaire les trottoirs sur la rue principale pour permettre aux personnes en fauteuil roulant ou aux personnes avec des poussettes de mieux y circuler. Dans le cadre du développement domi-

ciliaire, nous avons l'intention de créer un secteur intergénérationnel afin de permettre aux personnes âgées de s'intégrer à un milieu plus hétérogène. Cette année, la zone scolaire a été réaménagée pour y accroître la sécurité et le confort des écoliers.

Bientôt, les personnes atteintes de déficience intellectuelle auront la possibilité de vivre dans leur propre logement. Sous la supervision de responsables, elles pourront ainsi retrouver une certaine autonomie. Depuis plusieurs années, les personnes handicapées bénéficient d'un mode de transport adapté.

À Louiseville, il n'existait pas d'activités à prix modeste à l'intention des familles. C'est ainsi que le *Rendez-vous familial* est né. Dix ans déjà!

Et ce n'est pas tout. Une Maison des jeunes a vu le jour. La Ville a cédé un terrain pour y faire construire la maison. Elle a

contribué aux travaux d'infrastructure et à divers autres frais. Elle a participé à la campagne de financement pour la construction. De plus, elle autorise la Maison à faire la location de tables et de chaises afin de ramasser des fonds.



Jocelyne Elliot Leblanc,
Mairesse de Louiseville

On le voit par ce qui précède : le développement social offre de nombreuses dimensions. Parfois synonyme de sécurité, de confort et de liberté, le développement social est aussi un moyen de combattre l'isolement en tissant des liens plus serrés entre les gens d'une même collectivité. Au fond, le développement social est un grand pas vers le bonheur social. ■■■

Le développement social pour la Ville de La Tuque

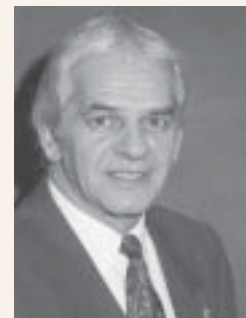
Le territoire du Haut St-Maurice a entrepris depuis quelques années une démarche visant à accroître le développement social. L'ancienne Ville de La Tuque, qui s'était impliquée dès 2001 à ce chapitre, assumait ainsi un des rôles d'un conseil municipal qui est de travailler à la qualité de vie et au mieux-être de ses citoyens et citoyennes. La création de la nouvelle Ville de La Tuque en mars dernier, et dont le territoire couvre l'ancienne MRC, poursuit cette initiative dans la même veine.

De concert avec les partenaires de cette démarche, nous avons déterminé ce que représentait, localement, le développement social. Nous l'avons défini ainsi : le développement social se concrétise par la mise en place de mécanismes favorisant la qualité de vie et la valorisation des individus et de la collectivité dans un processus de coopération des partenaires du milieu.

Il va sans dire que notre ville intégrait dans ses gestes quotidiens des activités de développement social depuis plusieurs années. Les exemples abondent : travaux mis de l'avant par le comité d'urbanisme, participation au transport adapté, implication dans le logement social, adoption en mars 1995 de la politique familiale, soutien aux initiatives du comité consultatif de la famille (Journée « Ma famille, ma fierté », les petites collations I.G.A., les jardins communautaires, l'accueil des nouveaux arrivants, etc.), activités de revitalisation du centre-ville, mise en place du comité jeunes citoyens, adhésion au Réseau de villes et villages en santé, etc.

Malgré ce bilan fort révélateur, nous sommes conscients du travail qui reste à venir. Notre objectif consiste à maintenir et améliorer la qualité de vie de notre population. Pour l'attein-

dre, il faudra, au cours des prochaines années, mettre l'emphase sur l'accessibilité, la formation, l'emploi, la rétention de la main d'œuvre, la place aux jeunes, l'assurance de la présence et du maintien de services de base pour la population, la reconnaissance et la promotion de notre milieu tant au niveau régional que provincial.



Gaston Fortin
Maire de La Tuque

Le défi est de taille, certes. Cependant, en regardant l'histoire de nos accomplissements dans ce domaine, nous sommes confiants que nous saurons relever ce défi avec succès. ■■■

Des projets, des actions...

Parlons projets.....

par Michel Simard

Directeur, Maison Le Havre, Trois-Rivières

On m'a demandé de présenter un projet intéressant que nous avons réalisé avec les personnes en situation d'itinérance à Trois-Rivières. Par exemple, un de ceux que nous avons réalisés sur le logement social.

J'ai refusé, spontanément. Pas parce que les projets que nous avons réalisés ne sont pas intéressants ou que le logement social ne me semble pas une préoccupation importante. Non. J'ai spontanément refusé, parce que parler de projets ne mène nulle part. Ce n'est trop souvent qu'une autre façon de parler des programmes qui encadrent tous ces projets et les enferment discrètement dans leurs contradictions. Et c'est précisément eux, ces programmes, dans l'approche cloisonnée du développement social qu'ils induisent, qui font problème. La chose est curieuse, mais bien réelle. Je ne parlerai donc pas de mon beau projet de logements sociaux pour les « itinérants » qui a bien réussi et dont je suis très fier. De quoi vais-je donc parler ?

Parlons donc du monde, de ceux et de celles que j'ai appris à connaître et à partager un peu de leur vie depuis une quinzaine d'années maintenant : les personnes en situation de rupture sociale. Je n'utilise plus le terme « itinérants » pour les qualifier. Pas parce que le mot est laid ou péjoratif ou stigmatisant, mais parce que sa signification est trop étroite pour exprimer la diversité et la complexité de la réalité qu'il désigne. C'est peut-être une des prises de conscience les plus intéressantes que j'ai faites au cours de ces années : il

n'existe pas un groupe d'individus que l'on puisse désigner par ce mot ou n'importe quel autre, d'ailleurs. Ici ce n'est pas le mot le problème. C'est le groupe. Plus précisément, notre façon de penser la pratique en fonction d'un groupe, un groupe cible, évidemment. Et nous revoici à la jonction des programmes. Tous les chemins mènent aux programmes. Question de survie...des organismes et des ministères.

Revenons donc au monde. C'est-à-dire au sens, s'il en est, des organismes, des ministères et des programmes, aussi. Comment penser la pratique, le développement social précisément, avec et pour des individus qui n'ont en commun que trois choses : le vide que laisse une histoire personnelle sans issue, sans avenir, la vulnérabilité que confère la contrainte du besoin et l'impuissance à changer quoi que ce soit de cette situation par soi-même ? On peut faire un projet de travail de rue, d'hébergement d'urgence, de logement, d'accompagnement dans la communauté, etc. Et ces projets peuvent tous réussir, malgré l'étroitesse des programmes clientèles. Non pas une étroitesse d'esprit, une étroitesse de...clientèle. C'est un peu borné comme l'étroitesse d'esprit, sauf que c'est une borne bureaucratique, c'est-à-dire réglementaire. C'est plus abstrait, plus général et tout aussi rigide qu'un esprit borné. Voilà le mot, c'est trop rigide pour accueillir aisément la diversité et la complexité d'une problématique du lien social totalement indifférente aux frontières catégorielles qui séparent les différents programmes.

Il faut donc ouvrir grande la porte, sortir des projets et des programmes pour penser autrement, peut-être pour penser tout court, pour finalement agir mieux, pour surtout agir

d'une manière sensée et respectueuse de la dignité des personnes avec qui l'on prétend marcher vers un avenir, non pas meilleur, mais simplement possible. Je n'en dirai pas plus là-dessus.

La problématique du lien social qui hante le développement social requiert une reconfiguration profonde de l'architecture de la solidarité sociale. Et cette architecture, en quelques mots, doit se déployer de l'urgence aux solutions plus durables et prévoir des passerelles conduisant de l'une à l'autre. Cela, on ne sait pas le faire. On bricole des projets et on attache des bouts de financement d'un côté et, de l'autre, on parle de développement, de vision, de partenariat. L'argent, la vraie vie d'un côté, de l'autre, le rêve, le rêve de partenariat, de développement intégré, etc. On vit l'engagement social dans des univers de gestion bureaucratique en passe de devenir schizophrénique.

Il est urgent de réconcilier la planification avec la réalité, avant que l'ombre de la fragilisation du lien social qui hante le devenir de notre société ne vienne trop assombrir notre avenir. ■■■



Michel Simard

C'EST VOUS QUI LE DITES!

Les opinions formulées ici sont celles du signataire et n'engagent en rien le bulletin Développement social et ses partenaires. La rédaction.

Les régions se manifestent en force

Par Jocelyne Elliott Leblanc, Mairesse de Louiseville et Présidente du Conseil régional de développement de la Mauricie

En matière de développement local et régional, l'arrivée d'un gouvernement libéral a considérablement changé la donne. Au cours des prochains mois, chacune des régions du Québec devrait assister à la mise en place des Conférences régionales d'élus (CRÉ) qui seraient mandatées pour évaluer les structures existantes et mettre en œuvre une gouvernance régionale à modèle variable. La concertation préalable à l'implantation de ces

CRÉ semble inégale d'une région à l'autre. Pour l'heure, elle s'installe tranquillement en Mauricie. Comme partout ailleurs, le questionnaire est loin d'être terminé.



Une des premières interventions faites lors d'une rencontre réunissant, le 11 septembre dernier, le comité de suivi du Rendez-vous national des régions (novembre 2002), questionnait le paradoxe d'un gouvernement qui annonce, d'un côté, qu'il veut donner une plus grande autonomie aux régions et, de l'autre, signifie son intention de créer, dans toutes les régions, des Conférences régionales d'élus, accordant

ainsi un statut particulier à une classe d'individus quand il s'agit de soutenir les efforts de développement régional.

De ce point de vue, quand le gouvernement invoque le principe de l'imputabilité des élus, plusieurs ont rappelé que les élus ont des mandats qui sont déjà balisés par des lois, municipales et scolaires, et qu'ils ne sont imputables qu'à l'égard de celles et ceux qui les élisent localement, le constat étant clair qu'aucun élu ne bénéficie actuellement d'une imputabilité régionale. D'un autre côté, plusieurs ont fait remarquer que le gouvernement rend imputables une multitude d'organisations qui ne s'appuient pas sur des personnes élues au suffrage universel. Les universités, les collèges, Hydro-Québec et les Conseils régionaux de développement (CRD) en sont de bons exemples. En pareils cas, on comprend que l'imputabilité s'appuie sur des préoccupations d'expertise.

Je me permettrai de citer les propos du maire de la municipalité de la Baie-James, monsieur Gérald Lemoine qui, toujours à cette rencontre du 11 septembre, affirmait que, ce dont les régions ont besoin, c'est de leaders, peu importe leur provenance. Monsieur Lemoine affirme également que donner un statut privilégié à certains groupes, entendre des élus, ne ferait qu'affaiblir les efforts de concertation et mal servir les régions.

Pour ceux et celles qui veulent résumer la situation actuelle à un débat entre les élus et la société civile, je tiens à souligner que la grande majorité des interventions, à cette rencontre de suivi du Rendez-vous national des Régions, plaçant pour une concertation sans distinction de statut entre tous les acteurs du développement régional, étaient faites par des maires et préfets.

Cette volonté d'établir une saine concertation entre les élus et la société civile autour d'un modèle de gouvernance régionale s'est manifestée en Mauricie. L'assemblée générale du Conseil régional de développement de la Mauricie, qui regroupe des représentants des tous les territoires et de tous les secteurs d'activité, élus et non élus, travaillera cet automne à l'élaboration d'une proposition commune de gouvernance régionale. L'objectif poursuivi est d'en arriver à satisfaire les deux parties, élus et société civile, pour assurer le développement social, culturel et économique de l'ensemble de la Mauricie.

Je suis particulièrement fier de l'évolution des travaux dans notre région. Quoique le consensus ne soit pas encore acquis au moment où je rédige ces lignes, je dois dire que les acteurs de la Mauricie ont au moins le mérite de faire converger leurs efforts dans le même sens, celui de l'harmonisation du développement global de notre région. ■■



**Tous talents unis
pour l'égalité en
emploi**

**Loi sur l'accès à
l'égalité en emploi
dans des organismes publics**

La Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics vise à corriger, à compétences égales, la sous-représentation des femmes, des autochtones, des minorités visibles et des personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais au sein des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, du secteur municipal et des sociétés d'État. Au total, près de 625 organismes et quelque 600 000 emplois sont touchés par la Loi.

Le gouvernement du Québec travaille sans relâche à construire une société toujours plus juste, solidaire et respectueuse de la diversité.

Québec 

Des projets, des actions...

La revitalisation du quartier St-Marc—Christ-Roi : un changement qui se vit et qui se voit

Par Lucie Carrier

À la grisaille d'un quartier appauvri (qu'on aurait voulu pouvoir ignorer ou simplement effacer) succède aujourd'hui le quotidien coloré d'un quartier bien vivant et déjà fier de ce qu'il deviendra. Depuis l'amorce d'un projet de revitalisation dans le quartier St-Marc—Christ-Roi de Shawinigan à l'hiver 2001, les citoyens et citoyennes y voient un changement et le vivent peu à peu, en reprenant un peu de pouvoir sur leur environnement et leur vie.

Récemment était inaugurée une immense murale peinte sur le mur défraîchi d'un immeuble locatif à l'une des intersections les plus achalandées du quartier. De ce chantier d'été, un intérêt pour le quartier se découvre et une fierté naît chez ses résidants. Comme bien d'autres dans le quartier, la dame âgée du 3^e étage d'en face a vu le mur se colorer et, s'appropriant la fierté issue de cette réalisation, n'est pas sans se soucier que les dignitaires à l'inauguration manifestent leur contentement pour « *notre murale* »!



Quelques artisans de la démarche. À l'avant : France Cormier, Lucie Pruneau, Isabelle Pronovost et Johanne Harvey. À l'arrière : Laurent Goulet, Éric D. Laurendeau, Réjean Dupont et Jean-Yves Tremblay.

Prise de parole

Revitaliser le quartier le plus vulnérable d'une communauté, c'est d'abord s'associer avec les gens de la place. Beaucoup de personnes âgées vivant seules, forte concentration de familles monoparentales, concentration de personnes ayant des problèmes de santé mentale, au moins une personne sur 3 dans le quartier reçoit de l'assistance-emploi : autant de caractéristiques qui confirment la nécessité d'agir. Pourtant le quartier est bien pourvu de services de soutien aux personnes en difficulté économique : table populaire, dépannage meuble, friperie, défense de droits des assistés sociaux, etc. Aussi, faut-il exploiter de nouvelles avenues pour dynamiser le milieu, améliorer les conditions de vie et développer l'employabilité.

C'est pour une prise de paroles que les résidents, les gens d'affaires, les propriétaires et organismes du quartier ont d'abord été sollicités. De porte en porte, 6 résidents du quartier devenus travailleurs de la revitalisation discutent, interrogent, recueillent les commentaires, font prendre conscience des satisfactions et des lacunes du quartier. L'objectif : consulter, conscientiser pour ensuite mobiliser. Car c'est avec les gens du quartier que se réaliseront des projets qui leur conviennent et les respectent.

C'est encore par la prise de paroles que les citoyens et citoyennes ont convenu d'un portrait réaliste de leur quartier et des souhaits pour le développer selon leurs attentes. Forums, assemblées de cuisine, présentations diverses auprès d'intervenants, tous ont pu s'exprimer et faire valoir leurs be-

soins et leurs désirs. Et c'est encore par la prise de paroles que les quelque 80 personnes participant à la Grande Rencontre hiver 2002 ont déterminé 12 pistes d'actions prioritaires et ont fait valoir l'envers de la médaille pour le propriétaire comme pour le locataire, pour les gens d'affaires comme pour les consommateurs, pour les intervenants comme pour les résidents. Dès lors, la démarche de revitalisation a pris une tournure décisive : la consultation laisse la place à l'action.

Faire avec

Ce long processus de consultation a toutefois été parsemé d'actions de mobilisation pour se recréer un sentiment d'appartenance, de convivialité et de solidarité propre au quartier. Jeu de la concertation réunissant les décideurs et les intervenants avec les résidents, journal de quartier distribué par les scouts et éclaireurs du quartier, mobilisation commerciale pour éviter la disparition du marché public ont, tour à tour, favorisé les échanges et motivé les implications. D'ailleurs, plusieurs fêtes de quartier se sont succédé au fil des saisons : chocolat chaud et guimauves à la parade du Père Noël, vente de 1500 hot-dogs au printemps, épluchette de 1800 blés d'inde à l'automne, etc. À chaque fois, plus de monde. À chaque fois, plus de bénévoles. À chaque fois, un peu plus de fierté et de goût de vivre. « *Et c'était pas une garderie !* » précise Johanne Harvey coordonnatrice.

La difficulté maintenant ? C'est de faire avec les gens plutôt que pour eux, comme le dit Mme Harvey : « *Au début, c'était faire avec eux des projets pensés pour eux, pour en venir à faire avec eux des projets qui viennent d'eux* ». C'est là toute la différence et le leitmotiv d'une volonté qui prend forme et s'affermi de plus en plus. ■■■

Quand le transport adapté s'adapte au plus grand nombre...

Par Réal Boisvert

Comité de rédaction BDS, Régie régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Au tout début, Gisèle Renaud, directrice du transport adapté de Mékinac, était bien placée pour constater qu'il y avait des plages disponibles sur les circuits de ses autobus. Et ce constat valait, elle s'en était vite rendu compte comme tout le monde, pour le transport scolaire et pour le transport du Centre de jour. Puisque les infrastructures étaient en place, se dit-elle, pourquoi ne pas les rentabiliser? De là est n   un projet de transport collectif dans la MRC de Mékinac.

Rentabiliser les infrastructures de transport de la MRC, un territoire de 5 544 km², ne relevait pas d'un luxe. Gisèle Renaud explique : « *Depuis le milieu des années '80, le chômage est élevé dans Mékinac. Le niveau de vie diminue sans cesse. Le prix des voitures et de leur en-*



retien augmente en sens inverse. Sur fond de vieillissement de la population, plusieurs politiques de rationalisation ont eu pour effet d'éloigner les services publics des petites communautés. Entr' autres, le virage ambulatoire et le maintien à domicile ont généré une augmentation des déplacements de la population, en particulier pour les personnes âgées. Enfin, beaucoup de gens ne peuvent plus posséder de voiture alors que les besoins de déplacements, eux, vont en s' accroissant.»

Chômage, vieillissement, appauvrissement et sous-scolarisation ne sont pas des fatalités. Si la population peut avoir accès à des services publics, si elle peut b  n  fi-

cier d'une formation accrue, être moins isolée et si elle peut retenir les jeunes qui s'en vont en ville, alors les communautés peuvent parfaitement renverser la dynamique de la dégradation de leur tissu social. Pour ce faire, il s'agit de mettre le monde en mouvement. Il faut que les gens puissent se rendre à l'  glise, à l'  cole, au centre d'action bénévole; qu'ils puissent aller suivre des cours spécialisés, profiter de services adaptés, faire des affaires, rencontrer leurs amis et voir leur famille. Une population qui se déplace est une population qui se développe !

Ainsi est n  e la Corporation de transport adapté de Mékinac, un service de transport collectif rural offert aux 13 000 résidents du territoire. Une corporation appuyée sur un partenariat solide qui réunit le ministère des Transport, la Commission scolaire, le CLSC, la régie régionale, le CLE, le CLD, les municipalités, les organismes communautaires et les entreprises de taxi. La corporation compte sur un conseil d'administration démocratiquement élu. Elle a pignon sur rue    Sainte-Th  cle et y regroupe des services téléphoniques, un système de communication, un service

de répartition et un service administratif. Pour son démarrage, la Corporation a bénéficié de certaines subventions auxquelles s'ajoute une allocation récurrente fournie par le ministère des transports et les municipalités du territoire. Son fonctionnement est assuré en outre par le prix des passages établi, quelle que soit la destination de l'utilisateur, à 2.50 \$. Les utilisateurs fréquents peuvent se procurer une carte mensuelle pour 50 \$.

En terminant, laissons parler les chiffres. En 2001 la Corporation a permis à 40 personnes de faire 421 déplacements. En 2002, il y en a eu 1039. En 2003, la barre des 2000 déplacements sera all  grement franchie. Avec une moyenne de dix déplacements par année par personne, c'est donc plus de 200 personnes qui, en 2003, sont sorties de leur isolement et ont participé à la vie de leur communauté. Cela représente près de 2 % de la population âgée de 15 ans et plus. Ce n'est pas rien... Tout ça grâce à la synergie des instances organisationnelles en place, à la générosité et à la souplesse des intervenants du milieu et... grâce au dynamisme de Gisèle Renaud. ■■

Le Fonds de développement social

Par Faby Dressdell

Directrice, Centraide Mauricie

Qu'est-ce que le Fonds de développement social ?

En l'an 2000, Centraide Mauricie célébrait sa 25^e campagne de financement et dans le cadre des activités de cette année anniversaire, un colloque a été réalisé en novembre 2000, portant le nom « *La Mauricie, capitale de la mobilisation* ».

Pour faire suite à ce colloque et aux recommandations qui en découlaient, le conseil d'administration de Centraide Mauricie vota en faveur de la mise sur pied d'un fonds qui servira à soutenir des initiatives de communautés qui ras-

semblent différents acteurs d'un même milieu.

Pour ce faire, un montant de 20 000 \$ fut déposé dans le Fonds de développement social, dont la gestion est assurée par le C.A.R.O. (Comité des allocations et relations avec les organismes).

Le Fonds de développement social répondant à un besoin réel, le projet a été reconduit en 2002 avec un montant de 30 500 \$ et en 2003 de 34 500 \$.

Le financement qu'offre le Fonds de développement social n'est pas récurrent. ■■

NOUVELLES BRÈVES

CONSULTATION SUR LES SERVICES DE GARDE : « FAIRE CONFIANCE AUX RÉGIONS »

La présidente de l'Association des régions du Québec (ARQ), madame Christine Émond Lapointe, a réitéré au gouvernement, dans le cadre de la consultation sur les services de garde qui avait lieu à la fin du mois d'août dernier, la nécessité de rester branché sur les régions. L'ARQ considère qu'il est essentiel de prendre en compte les particularités des familles de chacune des régions et d'adapter toutes stratégies de développement aux spécificités régionales. ■■■



Christine Émond Lapointe, présidente de l'ARQ

LE CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE

Comment faire mieux pour apprécier à sa juste valeur le système de services de santé et de services sociaux ?

À l'occasion de son dixième anniversaire, le Conseil de la santé et du bien-être propose une réflexion sur la capacité du système de services de santé et des services sociaux de répondre adéquatement aux besoins des personnes. C'est un rendez-vous les 8 et 9 décembre prochain. Pour avoir un aperçu du programme : www.csbe.gouv.qc.ca. ■■■



SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) se tiendra à Genève du 10 au 12 décembre 2003. Le SMSI se veut un moment privilégié pour dégager des orientations communes autour d'enjeux liés à l'information et à la communication et de leur effet sur le développement des collectivités. Pour en savoir plus, consultez les sites suivants :

- le site Internet du SMSI : www.itu.int/wsis/index-fr.html
- le site du ministère des Relations internationales du Québec : www.mri.gouv.qc.ca/francais/index.asp
- Carrefour mondial de l'Internet citoyen : www.globalcn.org/fr/accueil.ndt. ■■■

EST-IL ENCORE POSSIBLE DE VIVRE HEUREUX ET EN SANTÉ DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES ?

Ruralité et santé publique seront au cœur des thèmes abordés à la Conférence 2003 de l'Association pour la santé publique (AS PQ), les 1^{er} et 2 décembre prochain à l'Hôtel Le Reine-Elizabeth. Agriculture intensive, qualité de l'eau, mobilisation des jeunes, situation des aînés, transport collectif, développement durable des régions ressources... autant de sujets passionnants sur le thème de la santé et de la ruralité, au cœur d'échanges qui promettent d'être tout aussi passionnants ! Renseignements : www.aspq.org. ■■■

15^E ANNIVERSAIRE DU CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE.

Et oui, le Conseil a 15 ans déjà, 15 ans d'idées et d'actions qu'il a souligné le 21 octobre dernier à l'Écomusée du Fier monde à Montréal. Sous l'œil attentif des invités, la présidente, Mme Nicole Boily, a lancé une brochure intitulée *Le Conseil de la famille et de l'enfance, Une vision ouverte sur l'avenir et le monde*. En plus de faire l'historique du Conseil, on y rappelle sa mission, ses principales activités et sa vision pour les familles et les enfants de demain. Cette brochure est disponible sur le site Internet du Conseil www.cfe.gouv.qc.ca. ■■■



SACACTION.COM

Le SACAction.com est un nouveau bulletin destiné au grand public et publié par le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA). Il présente des sujets d'intérêt liés au milieu communautaire.

Le deuxième numéro fait état de la participation des fondations publiques et privées au financement des organismes communautaires.

Renseignements : www.saca.gouv.qc.ca ■■■

SOUTENIR LES FAMILLES, OUI MAIS COMMENT ?

Tel était le titre du forum sur le soutien économique aux familles organisé par le Conseil de la famille et de l'enfance, le 13 novembre dernier. On a posé la question suivante : Dix ans après l'Année internationale de la famille, quelle est la situation économique des familles québécoises et quel soutien reçoivent-elles? Renseignements : www.cfe.gouv.qc.ca. ■■■



Démarrage du projet de revitalisation urbaine intégrée à Montréal

Par Jacques Savard, Ville de Montréal

À la suite du BULLETIN DÉVELOPPEMENT SOCIAL du mois de juin 2003, où nous vous présentions la revitalisation urbaine intégrée à Montréal, nous sommes heureux de vous informer de l'évolution récente du dossier.

La Ville de Montréal a procédé à un appel de propositions adressé aux arrondissements comptant un ou plusieurs secteurs défavorisés, le choix du comité de sélection a été entériné par le comité exécutif en juin dernier. Les secteurs St-Pierre (arrondissement de Lachine), Ville-Émard\Côte St-Paul (arrondissement du Sud-Ouest) et Sainte-Marie (arrondissement de Ville-Marie) sont donc à mettre en œuvre une démarche visant essentiellement à se doter localement de comités intersectoriels de revitalisation chargés d'élaborer des plans d'actions intégrés. Voici donc les spécificités de chacun des arrondissements :

Lachine

- Zone visée : le quartier St-Pierre
- Problématique de revitalisation : Zone enclavée, en déclin socio-économique, industriel, commercial et démographique.
- Stratégie de concertation : basée sur un partenariat harmonieux et multisectoriel.
- Démarche : Créée à partir de la table de concertation Concert'Action Lachine, le comité de revitalisation identifiera d'abord les organismes, réseaux formels et informels, entreprises et leaders actuels ou potentiels présents sur le territoire. Il procédera à une démarche de recherche et de consultation de la population qui fera émerger les opinions, les constats et les moyens privilégiés par l'ensemble des acteurs pour revitaliser le quartier. Ces avis seront soumis à une consultation publique pour valider les pistes d'action, susciter la mobilisation et l'engagement de la population. À la suite de ces étapes, un plan d'action triennal visant le développement social, économique et urbanistique du quartier sera produit. Après évaluation de cette démarche, un plan de revitalisation à plus long terme sera déposé.

Sud-Ouest

- Zone visée : le quartier Ville-Émard\Côte St-Paul.
- Problématique de revitalisation : secteur

enclavé, en déclin, à forte concentration de pauvreté, avec des problèmes de vieillissement, d'intégration des communautés culturelles, de sous scolarisation et de criminalité; détérioration du cadre du bâti et des artères commerciales; concentration de HLM et vétusté des infrastructures.

- Stratégie de concertation : axée sur la capacité de mobiliser le milieu et sur une concertation existante efficace.
- Démarche : Le projet vise à élaborer un plan d'action pour freiner le déclin de la zone et amorcer la revitalisation sur une base concertée et multisectorielle. La démarche prévoit l'identification des ressources existantes ou nécessaires, la production d'études de faisabilité, une planification financière en fonction des divers programmes disponibles, du PTI et des budgets de fonctionnement.

Ville-Marie

- Zone visée : le quartier Ste-Marie.
- Problématique de revitalisation : secteur à forte concentration de problématiques socio-urbaines persistantes, malgré les efforts accomplis; cadre bâti ancien et terrains vagues en grand nombre.
- Stratégie de concertation : démarche très élaborée et exigeant l'adhésion des principaux acteurs; milieu communautaire très actif.
- Démarche : la démarche prévoit la constitution d'un comité de programme interne de l'arrondissement pour assurer la coordination entre les directions, d'un comité provisoire de revitalisation chargé d'amener progressivement les acteurs vers une compréhension commune des objectifs et de préparer la mise en place du comité de revitalisation. Ce comité aura pour mandat d'établir un diagnostic et d'élaborer un plan d'action global, d'une durée minimale de cinq ans, évalué annuellement et ajusté en conséquence.

Il est important de mentionner la qualité des projets déposés par les arrondissements qui n'ont pu être retenus.

Cette démarche s'appuie sur une prise en compte de l'ensemble des préoccupations exprimées dans chacun des secteurs et sur

une approche concertée avec les partenaires concernés et la population. Les trois secteurs choisis présentent par ailleurs des caractéristiques au niveau de l'aménagement du territoire, de l'habitation, des conditions socio-économiques et des problématiques socio-urbaines qui en font des territoires où il est urgent d'intervenir.



Guy Hébert

Pour supporter la mise en place de ce projet et lui donner toutes les chances de réussite, un «comité de projet» a été créé, dont la composition et les compétences sont le reflet de la variété et de la complexité des enjeux soulevés par la revitalisation urbaine intégrée. Le «comité de projet» comprend donc des membres issus des milieux communautaire, gouvernemental et municipal. Nous nous assurerons aussi de la présence du milieu universitaire, chargé de procéder à une évaluation continue du projet et de documenter les décideurs en vue d'entreprendre, dès janvier prochain, une seconde phase portant sur la réalisation des plans d'actions et sur l'extension du projet à d'autres secteurs défavorisés de la ville de Montréal.

Sans mésestimer les difficultés inhérentes au travail intersectoriel, les perspectives pour les prochains mois sont intéressantes à plusieurs égards. La forte implication des arrondissements concernés et la volonté maintes fois exprimée par les acteurs de tous les milieux de travailler ensemble à partir d'une vision commune, en concentrant une large part de leurs efforts dans les secteurs défavorisés, laisse croire au succès de cette entreprise.

Enfin, M. Guy Hébert, directeur général adjoint du Service du développement social et communautaire et cadre de direction responsable du projet, conclut en mentionnant « la revitalisation urbaine intégrée est le sens que le développement social veut donner à son action et nous souhaitons que ces projets seront la locomotive pour d'autres initiatives ». ■■■

NOUVELLES BRÈVES

LE CENTRE D'EXPERTISE EN GÉRONTOLOGIE DU CLSC RENÉ-CASSIN

Le centre vient de publier son nouveau programme de formations qui s'adresse principalement aux professionnels travaillant dans le domaine de la santé. Les thèmes traités par ces formations sont les suivants : les abus envers les aînés, l'aide informelle, la santé mentale, la gestion de cas. Pour plus d'information ou pour obtenir le guide détaillé de ces formations veuillez communiquer avec Dana Kobernick (dkobernick@ssss.gouv.qc.ca). ■■■

■ VIENT DE PARAÎTRE

Conseil de la santé et du bien-être

POUR UNE GRANDE HUMANISATION DES SOINS EN FIN DE VIE

En septembre dernier, le Conseil de la santé et du bien-être a rendu public un avis intitulé *Pour une plus grande humanisation des soins en fin de vie*. Dans cet avis, le Conseil identifie quatre défis à relever dans le but d'humaniser davantage les services de soins palliatifs en fin de vie. Ces défis sont 1) la sensibilisation de la population au phénomène naturel de la mort, 2) la révision de l'organisation des services de soins palliatifs en fin de vie, 3) l'amélioration de la qualité des pratiques et 4) la reconnaissance et le soutien de la contribution des personnes aidantes. ■■■



FAMILLE-TRAVAIL, COMMENT CONCILIEZ-VOUS ? ENQUÊTE DANS SIX ENTREPRISES.

Voilà le titre de la dernière étude du Conseil de la famille et de l'enfance rendu publique le 30 septembre dernier. Au cours des cinq dernières années, le Conseil a largement étudié différentes avenues dans le domaine de la conciliation famille-travail. Par cette recherche, le Conseil a voulu saisir les motifs qui favorisent ou freinent l'introduction de mesures de conciliation famille-travail et les processus qui président à leur implantation dans une entreprise. Les résultats de cette enquête sont disponibles à l'adresse suivante : www.cfe.gouv.qc.ca. ■■■



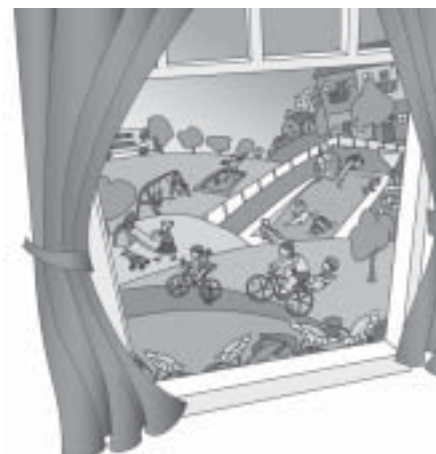
DIALOGUE AVEC LE MONDE DE LA RECHERCHE

Au cours des prochaines semaines, le Conseil de la santé et du bien-être et le Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la santé et de la prévention (GRASP) diffuseront les actes du colloque *La politique de la santé et du bien-être 10 ans plus tard : dialogue avec le monde de la recherche*. Rappelons que ce colloque, tenu dans le cadre du 70^e Congrès de l'ACFAS, tentait de répondre à la question suivante : Dans quelle mesure les connaissances scientifiques ont-elles réussi à avoir une prise sur la santé de la population, et comment doit-on comprendre les succès et les échecs ? ■■■



BROCHURE DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA FAMILLE

Implantation ou mise à jour d'une politique familiale - Soutien financier et technique aux municipalités et aux MRC. Cette nouvelle brochure présente une mesure qui a pour objet d'offrir un soutien financier et technique aux municipalités et aux MRC qui désirent « penser et agir famille ». ■■■



VIENT DE PARAÎTRE

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET SOLIDARITÉ : PAUVRETÉ ET EXCLUSION

Observatoire franco-qubécois de la santé et de la solidarité (2003/numéro 1)

Parmi la quinzaine d'articles de ce numéro, on retrouve des textes qui font le point sur la situation de la pauvreté dans chacune de nos sociétés, des regards croisés sur les politiques publiques, une entrevue avec des responsables publics de la lutte contre la pauvreté, diverses analyses (sans-abri, conditions de vie, etc.), des échos d'ailleurs (Chine, Europe) et enfin, des réflexions et des proposi-



tions novatrices sur les outils et méthodes visant à mieux circonscrire le phénomène." Il est possible de commander cette revue aux Publications du Québec à l'adresse suivante : <http://publicationsduquebec.gouv.qc.ca> ■■■

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA FAMILLE

Situation des centres de la petite enfance et des garderies au Québec en 2002

Cette nouvelle publication nous présente un portrait des services de garde au Québec en 2002. Elle couvre leur administration, les parents utilisateurs et la clientèle, les périodes de garde, les effectifs des services de garde en milieu familial et les mandats des CPE coordonnant la garde en milieu familial. ■■■



LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL : VIVRE SOUS TENSION ? OSONS RÊVER L'UTOPIE !

Propos et échanges, Conférence annuelle 2002 de l'Association pour la santé publique du Québec (AS PQ).

Cette publication fait état de résultats de la recherche ; décrit les impacts, notamment sur la santé, générés par les difficultés à concilier famille et emploi ; présente des approches de solutions prometteuses, tant en terme de mesures au



sein des entreprises qu'au plan des politiques gouvernementales et enfin, propose une réflexion nourrie du choc des idées du public et d'un panel de personnalités influentes qui tentent d'imaginer des solutions audacieuses pour un meilleur équilibre de vie.

Renseignements : Association pour la santé publique du Québec.
www.aspq.org ■■■

LES ACTES DU CONGRÈS 2003 DE L'ASSOCIATION DES RÉGIONS DU QUÉBEC

Les actes du Congrès 2003 de l'Association des régions du Québec sont maintenant disponibles sur le site Internet de l'ARQ dans la section publication à l'adresse www.regions.qc.ca. ■■■



L'Association
des régions du Québec

LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS LIÉES À LA PAUVRETÉ EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN- ÊTRE : ORIENTER ET SOUTENIR L'ACTION !

Rapport du comité ministériel sur la réduction des inégalités de santé et de bien-être liées à la pauvreté, ministère de la Santé et des Services sociaux, décembre 2002

Ce document pose le problème des inégalités de santé et de bien-être liées à la pauvreté et met en évidence la pertinence de resserrer notre action face à ces inégalités qui persistent au Québec depuis une vingtaine d'années. Il a été considéré comme une contribution du ministère de la Santé et des Services sociaux à l'élaboration de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le comité suggère que la priorité soit accordée au renforcement du potentiel des personnes et retient trois orientations en ce sens: 1) le soutien à l'enfance et à la famille, 2) le renforcement de la cohésion sociale et, 3) le resserrement de l'action du réseau de la santé et des services sociaux.

Ce document est disponible seulement en version électronique
www.msss.gouv.qc.ca/f/documentation/index.htm ■■■



Parutions antérieures



Adressé à :

Cette publication est rendue possible grâce à la collaboration de nombreux ministères et organismes du gouvernement du Québec ainsi que de plusieurs partenaires :

